

# l'école démocratique

Publication trimestrielle de l'Appel pour une école démocratique (Aped) • N°62, juin 2015 • 3 euros



## JE NE SUIS PAS MANIPULABLE

Je soutiens les familles des victimes

### De trop nombreux questionnements de la part des élèves?

DOSSIER

EDITO: Qui faut-il éduquer? Comment?

BELGIQUE: Publier le classement socio-économique des écoles?

INTERNATIONAL: Luites en Italie et au Chili

APED: Le 14 novembre, nous fêtons nos 20 ans

POÉSIE EN PROFESSIONNEL: Le stylo et la truelle

LES COUPS DE CŒUR ET LES COUPS DE GUEULE DE LA RÉDACTION

3

2

12

15

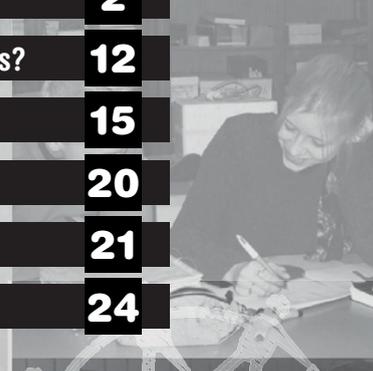
20

21

24

SOMMAIRE

SOMMAIRE





APPEL POUR  
UNE ÉCOLE  
DÉMOCRATIQUE

Avenue des Violetières 1083B B166  
B-1160 Bruxelles  
Tél.: +32 (02) 735 21 29  
Courriel: [aped@ecoledemocratique.org](mailto:aped@ecoledemocratique.org)  
Site: [www.ecoledemocratique.org](http://www.ecoledemocratique.org)

Une publication trimestrielle de l'Appel pour une école démocratique (Aped). Existe également en néerlandais.  
Comité de rédaction: Tino Delabie, Nico Hirtt, Jean-Pierre Kerckhofs, Philippe Schmetz, Dirk De Zutter, Linde Moriau, Romy Aerts  
Maquette et mise en page: Jean-Marie Gilson

### Abonnements

**Abonnement simple:** 12 euros  
**Abonnement + affiliation:** 15 euros  
(ou plus, selon vos moyens).

### Mode de paiement

**Belgique:** virement bancaire au compte BE42 0000 5722 5754 de l'Aped.  
**France:** nous envoyer un chèque au nom de Nico Hirtt.

### Articles

Les articles ou propositions d'articles doivent nous parvenir par e-mail, au format RTF, OpenOffice ou Word. Le Comité de rédaction se réserve le droit d'abréger les articles, d'y apporter des corrections mineures et d'en modifier les titres et intertitres.

### Droit de copier

Les textes publiés ici peuvent être librement diffusés et reproduits par quelque moyen que ce soit. Nous vous prions cependant d'en mentionner clairement l'origine et d'indiquer au moins un moyen de contacter l'Aped (adresse, téléphone ou e-mail). Merci de nous faire parvenir un exemplaire de toute publication reprenant ou citant des extraits de l'École Démocratique.

**L'Aped se bat afin que tous les jeunes accèdent par un enseignement public, gratuit et obligatoire, aux savoirs qui donnent force pour comprendre le monde et pour participer à sa transformation.**

Une farde de présentation de l'Aped, comprenant notre texte de base, est disponible sur simple demande.

# Éditorial

## Qui faut-il éduquer ? Comment ?

Plus que jamais, l'enseignement est l'objet de débats acharnés.

D'un côté, il y a les nostalgiques de l'École de Bon Papa, pour qui tout changement s'apparente à une trahison, toute démocratisation à un « nivellement par le bas ». Ils se recrutent souvent dans les rangs de la droite réactionnaire, mais parviennent à entraîner dans leur sillage un fort bataillon issu de la majorité silencieuse des salles de profs. A la décharge de ces derniers, on admettra que des décennies de réformes mal pensées et dotées de trop peu de moyens ont largement nourri leur scepticisme.

En face, il y a ceux qui proclament que l'éducation doit s'adapter d'urgence à une société en évolution rapide. Ils veulent abandonner la « forme scolaire » classique, avec ses programmes et ses savoirs disciplinaires structurés, au profit d'un enseignement plus informel, centré sur l'exercice de « compétences transversales » et sur l'autonomie de l'élève. A l'enseignant détenteur et transmetteur de savoirs, ils préfèrent le « prof ignorant », qui se contente d'« accompagner les apprenants » dans leur « parcours individualisé ». Ce camp-là est emmené par la cavalerie des think-tanks du capitalisme mondial (OCDE, Banque Mondiale, Commission européenne...), appuyée par certains pédagogues bien intentionnés mais pas toujours clairvoyants.

Entre ces deux pôles, il y a les champions du « réalisme » et du consensus, les troupes de choc des cabinets ministériels, ceux qui promettent la révolution dans la continuité, le grand chambardement sans rien changer, l'École de l'excellence qui fera plaisir à tout le monde.

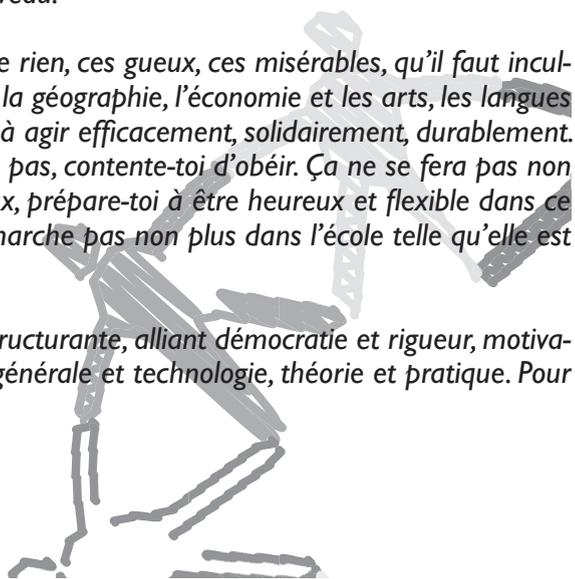
Et les progressistes, dans tout ça ? Il s'en trouve malheureusement qui s'égarent dans chacun de ces trois camps réactionnaires. Le premier est réactionnaire parce qu'attaché à préserver les avantages scolaires des enfants des familles aisées. Le second est réactionnaire parce qu'il vient en aide à un système économique injuste et obsolète. Le troisième camp, celui des dirigeants politiques, essaie de survivre électoralement au milieu de cette fâcheuse contradiction qui oppose les aspirations individuelles des familles bourgeoises à leurs intérêts collectifs.

La place des progressistes, la place des enseignants de gauche, n'est dans aucun de ces trois camps. L'École ne doit servir ni à protéger les élites ni à garantir la survie d'une société qui nous entraîne vers des catastrophes sociales, environnementales, climatiques, économiques, culturelles et guerrières. L'urgence, c'est de changer les rapports économiques et sociaux qui dirigent le monde. Mais ceux qui auront le besoin et la force de porter ce changement, ce ne sont pas les publics habituels des « bonnes » écoles. Ce sont les autres. Ceux dont on décrète qu'ils ne sont « pas faits pour » la théorie, qu'ils veulent seulement apprendre au plus vite un métier et qui, de toute façon, manquent de culture générale et ne savent pas s'exprimer comme il faut pour suivre une formation générale de haut niveau.

Eh bien, c'est à eux justement, à ces moins que rien, ces gueux, ces misérables, qu'il faut inculquer les sciences et les techniques, l'histoire et la géographie, l'économie et les arts, les langues et les maths ; c'est eux qui doivent apprendre à agir efficacement, solidairement, durablement. Ça ne se fera pas en leur disant : ne te révolte pas, contente-toi d'obéir. Ça ne se fera pas non plus en leur disant : tiens, étudie ce que tu veux, prépare-toi à être heureux et flexible dans ce monde merveilleux. Et manifestement, ça ne marche pas non plus dans l'école telle qu'elle est aujourd'hui.

Notre projet ? Une école à la fois ouverte et structurante, alliant démocratie et rigueur, motivation et effort, éducation et instruction, culture générale et technologie, théorie et pratique. Pour tous.

Nico Hirtt



# DOSSIER

## DE TROP NOMBREUX QUESTIONNEMENTS DE LA PART DES ÉLÈVES?

un dossier réalisé par  
*Philippe Schmetz*  
*Alain Beitone*  
*Vito Dell'Aquila*  
*Michèle Janss*

**JE NE SUIS PAS  
MANIPULABLE**

je soutiens les familles des victimes  
de Charlie Hebdo, mais toutefois  
l'émotion n'affecte pas  
ma capacité de réflexion

.....  
Inculquer la laïcité dans le cadre d'un  
enseignement de «morale civique»?

.....  
Citoyenneté, histoire de la pensée  
et évolution matérielle des sociétés

.....  
Michel Collon, Je suis ou je ne suis pas Charlie?

.....  
Religion, morale laïque et citoyenneté



« Même là où il n'y a pas eu d'incidents [lors de la minute de silence observée en l'honneur des victimes des attentats parisiens de janvier, ndlr], il y a eu de trop nombreux questionnements de la part des élèves. Et nous avons tous entendu les «Oui je soutiens Charlie, mais», les «deux poids, deux mesures», les «pourquoi défendre la liberté d'expression ici et pas là ?» Ces questions nous sont insupportables, surtout lorsqu'on les entend à l'école, qui est chargée de transmettre des valeurs. »

Les propos scandaleux de Najat Vallaud-Belkacem, ministre française de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, comme les bricolages de Joëlle Milquet, son homologue en FWB, méritent à eux seuls que nous nous penchions sur le rôle de l'École dans ce que nous appellerons « l'après-Charlie ». L'enseignement est directement concerné et n'a pas manqué d'être interpellé. C'est même une des voies privilégiées par les autorités, en France comme en Belgique.

Encore faut-il s'entendre sur le concept de société démocratique et de citoyenneté !

Et de toute évidence, nous ne sommes pas sur la même longueur d'ondes que les ministres Vallaud-Belkacem ou Milquet.

Là où elles pensent pouvoir inculquer « les valeurs du vivre-ensemble » dans une société qu'elles présentent sinon comme idéale, du moins comme étant « la moins pire », nous pensons au contraire qu'il est grand temps de s'interroger sur la capacité de nos systèmes éducatifs à exercer la citoyenneté critique. Et sur la capacité de nos sociétés dites démocratiques à faire de tous leurs citoyens des humains libres, égaux et fraternels. Plus que jamais, nous devons nous battre afin que tous les jeunes accèdent aux savoirs qui donnent force pour comprendre le monde et pour participer à sa transformation. Nous devons dénouer des discours simplistes et généralisateurs et continuer inlassablement de promouvoir des dépassements progressistes.

Les textes réunis dans ce dossier devraient aider tout un chacun à y voir plus clair : Alain Beitone s'en prend au « catéchisme républicain » français ; Vito Dell'Aquila et Philippe Schmetz tracent les contours du cours de philo que l'Apéd appelle de ses vœux ; Michèle Janss fustige l'arrêt de la Cour constitutionnelle qui dispense les élèves de l'enseignement officiel belge des cours philosophiques ; Michel Collon vient de publier un ouvrage intitulé « Je suis ou je ne suis pas Charlie ? » ; et, pour faire bonne mesure, nous convoquons quelques auteurs qui sont intervenus sur cette question...

Bonne lecture

**PhS**



### Inculquer la laïcité dans le cadre d'un enseignement de "morale civique"?

# 1



PAR ALAIN BEITONE

**J'ai adressé hier soir le message ci-dessous à mes collègues de l'ESPE<sup>(1)</sup> chargés de former les étudiants et les professeurs stagiaires à la laïcité. Un petit coup de colère (sans doute pas complètement injustifié).**

Chacune et chacun a conscience de la gravité de la période depuis les attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper casher. Tout naturellement l'école et la formation des maîtres sont interpellées. Mais on entend, et jusqu'au sommet de l'Etat, de nombreuses bêtises. Comme s'il s'agissait d'inculquer la laïcité dans le cadre d'un enseignement de « morale civique ». Exit donc l'ambition (déçue) de l'ECJS<sup>(2)</sup> : une formation au débat public argumenté (un échange public d'arguments fondés en raison). Bien mieux, on invoque la menace de sanctions contre les élèves qui poseraient de mauvaises questions et la laïcité, qui devrait s'inscrire dans un projet éducatif émancipateur, est associée au renforcement de l'autorité. Comme si, en lieu et place de « la force du meilleur argument » (P. Bourdieu), on faisait appel au conseil de discipline. On entend aujourd'hui des appels au rétablissement de l'ordre, comme si la menace de sanction pouvait contraindre les élèves à adhérer à l'idéal laïque. Dans cette perspective évidemment, le rappel des textes officiels, un vague catéchisme républicain et l'étude de « cas pratiques », peuvent tenir lieu de formation des futurs enseignants.

Les textes officiels sont utiles à connaître, mais le catéchisme républicain ne sert à rien. Faut-il rappeler sur ce point la position de Condorcet (que tout futur professeur devrait connaître) ?? Former les futurs enseignants à la question laïque, ce devrait être aujourd'hui aborder de front les enjeux sociaux et politiques de la laïcité. Prolonger ce qu'avaient fait Hugo quand il combattait la loi Falloux et Jaurès lorsqu'il se battait « Pour la laïque ». Ces textes pourraient d'ailleurs être utilement étudiés avec les futurs professeurs.

Aujourd'hui cependant, la situation est pire qu'à leur époque. La droite et l'extrême-droite se présentent

comme « laïques ». La laïcité est mobilisée comme argument de maintien de l'ordre, plus que comme composante de l'émancipation. Elle est parfois utilisée de façon discriminatoire contre les musulmans. Des sites internet se présentant comme défenseurs de la laïcité sont en réalité des bastions de la réaction et du racisme.

Les professeurs doivent donc prendre la mesure des enjeux politiques de la question laïque. Car les élèves, si on les autorise à s'exprimer, posent des questions politiques : celles de la situation au Proche Orient, celles de la liberté d'expression, celles de l'égalité entre les différentes confessions, celles des discriminations. Bien sûr ces discours véhiculent parfois des propos inacceptables (antisémites ou islamophobes), ils s'inscrivent parfois dans une logique de concurrence mémorielle, ils reposent sur des préjugés et des références complotistes. Mais les professeurs ne peuvent y faire face que sur la base de savoirs solides, de la maîtrise des enjeux politiques et culturels. Pour cela il faut plus de formation en histoire des relations internationales, en sociologie et en histoire des religions, en philosophie politique. Au lieu de quoi on nous propose d'imposer des valeurs et de menacer de l'appel au CPE<sup>(3)</sup> et au chef d'établissement.

Combien de nos futurs professeurs, en dehors peut-être de ceux de SES<sup>(4)</sup>, d'histoire-géographie et de philosophie, sont capables d'expliquer que les USA sont un Etat laïque, combien peuvent parler avec recul et de façon pertinente de la situation au Proche-Orient, combien savent ce qu'est le Syllabus de Pie IX, combien savent ce qu'est un concordat, combien peuvent parler des positions de Locke et de Voltaire sur la tolérance, combien peuvent distinguer « laïcisation » et « sécularisation », combien peuvent traiter sérieusement du communautarisme, combien disposent de la formation épistémologique permettant d'éviter à la fois l'arrogance scientiste et la démission relativiste ? etc.

Un discours aseptisé et moralisateur sur la laïcité, sur fond d'évacuation du politique et de maîtrise insuffisante des enjeux est la pire chose que l'on puisse faire en matière de formation des enseignants ! La laïcité, c'est le refus des dogmes et l'exercice de la raison critique. La laïcité est une question politique ou elle n'est rien !

**Alain Beitone est professeur de Sciences économiques et sociales à Marseille et formateur à l'IUFM d'Aix-Marseille. Son blog: <http://www.eloge-des-ses.fr/>**

1) Écoles supérieures du professorat et de l'éducation

2) Education civique, juridique et sociale

3) Conseiller principal d'Éducation

4) Sciences Économiques et Sociales



## Citoyenneté, histoire de la pensée et évolution matérielle des sociétés

2

PAR VITO DELL'AQUILLA ET PHILIPPE SCHMETZ

**L**es attentats de janvier 2015 à Paris, les événements apparentés en Belgique (tuerie au musée juif de Bruxelles en 2014) et le recrutement djihadiste parmi les jeunes musulmans belges et français n'ont pas manqué de réactiver le débat sur la formation philosophique et citoyenne à l'école. Très bien. Sauf que... nous sommes aux antipodes de l'approche de nos gouvernants.

Quand elle annonce un « Mois de la Tolérance »<sup>(1)</sup> dans les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la ministre Milquet ne fait qu'entonner la ritournelle des « valeurs démocratiques de notre société ». « Dans le climat actuel de questionnements, peurs, désinformation, replis sur soi, risques de polarisation, écrit-elle, l'école joue un rôle fondamental de « passeur de valeurs », dans la promotion du respect de la tolérance et la déconstruction des stéréotypes. ».

Son homologue française initie pour sa part une « Grande mobilisation de l'École pour les valeurs de la République ». Et elle n'y va pas avec le dos de la cuiller : « Même là où il n'y a pas eu d'incidents [lors de la minute de silence observée en l'honneur des victimes des attentats parisiens, ndlr], il y a eu de trop nombreux questionnements de la part des élèves. Et nous avons tous entendu les « Oui je soutiens Charlie, mais », les « deux poids, deux mesures », les « pourquoi défendre la liberté d'expression ici et pas là ? » Ces questions nous sont insupportables, surtout lorsqu'on les entend à l'école, qui est chargée de transmettre des valeurs. »<sup>(2)</sup>.

### De trop nombreux questionnements ? Des questions insupportables ?

Ainsi donc, notre « démocratie » de marché, niant ses responsabilités politiques dans l'état actuel du monde (colonisations, néocolonialisme, interventions militaires dans la sphère arabo-musulmane, soutien à la colonisation sioniste, à l'international, inégalités

socioéconomiques, ségrégation, racisme, xénophobie, à l'intérieur, pour ne citer que ces exemples), cette démocratie-là interdirait le questionnement à ses enfants ?

Progressistes, nous ne tomberons pas dans un panneau aussi grossier. Pas question pour nous d'inculquer le respect des valeurs d'une démocratie de façade. Nous en appelons à un cours de philosophie ambitieux, qui vise non pas un « vivre-ensemble » dans un monde intolérable, mais bien un « faire-ensemble »<sup>(3)</sup>, un « construire-ensemble » un monde de liberté, d'égalité et de fraternité, fondé sur la coopération économique.

### Un cours de philo pour tous

La pratique philosophique devra être partie intégrante de tout le parcours scolaire, de la maternelle au supérieur. De manière progressive, bien sûr. La philo rassemblerait tous les enfants, rompant avec les cours confessionnels organisés en Belgique. On fait école ensemble pour faire société ensemble. Le fait religieux n'est toutefois pas refoulé dans la sphère privée : il est traité à l'école, en n'occultant aucun des questionnements des enfants, en se plaçant délibérément dans une perspective historique et scientifique. Il n'est pas inutile à ce stade de rappeler le double sens étymologique du mot « philosophie » : l'amour de l'éthique, de la morale, certes, mais aussi celui du savoir, de la science, l'un et l'autre étant indissociables. Nous lutterons dès lors aussi bien contre l'obscurantisme que contre la violence sociale. A l'aide de la raison, pour une société juste.

A l'exact opposé des propos de Vallaud-Belkacem, l'enjeu du cours de philo sera d'inciter les jeunes à (se) questionner en permanence, il s'agira de dynamiser leur pensée, individuellement et collectivement, dans une perspective historique et matérialiste.

Ainsi, la charpente du cours pourrait reposer sur l'histoire des progrès de la pensée, des mythologies et religions aux sciences humaines, en passant par les principaux courants philosophiques et l'essor des sciences naturelles. Nous sommes les héritiers de cette formidable aventure.

Attention cependant : l'évolution n'est ni généralisée ni linéaire, il subsiste de nombreuses poches où le développement de la science et de la raison est loin d'être acquis. Attention aussi : l'occident n'est pas le centre du monde, il faudra aborder d'autres formes de pensée.



Nous insistons sur la nécessité de toujours contextualiser les questions traitées. L'idéologie évolue en fonction des conditions matérielles où elle se forge: les découvertes, les inventions technologiques, les rapports sociaux... On s'appuiera toujours sur les savoirs engrangés par les sciences naturelles et humaines. Evitant ainsi les ornières du relativisme (où à peu près tout serait question de point de vue et se vaudrait) et, à l'opposé, celles du dogmatisme.

Notre démarche se démarque aussi d'une mode en vogue, celle du questionnement philosophique partant des seules observations des participants, de cette croyance selon laquelle on pourrait se construire une opinion quasiment ex nihilo. Le rôle des philosophes (et des profs de philo) consiste effectivement à partir de l'observable (par exemple, les inégalités), mais aussi – et surtout – d'apporter aux élèves des grilles de lecture du réel (par exemple, les différentes définitions de l'égalité). Les apports théoriques du professeur permettant aux élèves de se réappropriier la question et... d'en soulever d'autres.

### De manière progressive, tout au long du parcours scolaire

Dès l'école maternelle, il doit être possible d'initier le questionnement philosophique. Les enfants peuvent déjà observer des préjugés, des stéréotypes, des différences de comportements. La littérature de jeunesse fourmille d'ouvrages stimulants en ce sens. Les écoles primaires dites « à pédagogie active » pratiquent depuis belle lurette des expériences de questionnement collectif à portée philosophique. A partir de 14-15 ans, soit dans les deux dernières années de l'Ecole commune que nous appelons de nos vœux, il est temps d'entrer dans l'histoire des grands courants de pensée, étudiés à travers quelques penseurs emblématiques. Il est temps aussi d'intensifier le travail par comparaisons et oppositions (par exemple, le tonnerre, est-il la manifestation du mécontentement d'un dieu ou celle d'un phénomène naturel décrit scientifiquement ?). Ce n'est qu'à partir de 16 ans, nous semble-t-il, que l'on pourra traiter les concepts les plus durs : idéalisme ou matérialisme ? la neutralité est-elle possible ? qu'est-ce que la liberté ? démocratie réelle ou formelle ? civisme ou citoyenneté critique ? subjectivité et objectivité ? vérité ou croyance ou dogme ? violence individuelle et violence structurelle ?, etc. Des concepts plus durs peut-être, mais incontournables si l'on vise une citoyenneté à part entière pour tous ! C'est pourquoi il conviendra de poursuivre le travail philosophique avec tous les

jeunes, quelle que soit l'orientation qu'ils choisissent au sortir de l'Ecole commune.

**Note:** à quelques mots près, cet article est une contribution à l'ouvrage coordonné par Nico Hirtt, « Qu'as-tu appris à l'école ? Essai sur les conditions éducatives d'une citoyenneté critique », à paraître aux éditions Aden en 2015.

1) Mars 2015, citation du site de la ministre de l'Éducation, 23/2/15

2) Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, à l'Assemblée, janvier 2015.

3) Nous faisons nôtre l'expression de Saïdi et Privot dans leur carte blanche, Pour en finir avec le vivre-ensemble !, publiée par Le Soir le 27/3/15.



Joëlle Milquet

Najat Vallaud-Belkacem



## Je suis ou je ne suis pas Charlie?

# 3



PAR MICHEL COLLON

**M**ichel Collon publie le premier livre analysant l'attentat à Charlie Hebdo et ses liens avec le Moyen-Orient. Il propose un débat large, respectueux et sans tabou. Pour surmonter le dangereux fossé entre « Charlie » et « pas Charlie ». Le 14 novembre prochain, lors de nos 8 heures pour l'école démocratique, il animera un atelier sur base de ce nouveau livre. Qu'on se le dise !

Qu'est-ce qui pousse de jeunes Français à commettre un tel massacre ? Pourquoi une partie de la population ne se reconnaît-elle pas dans le slogan « Je suis Charlie » ? L'auteur répond à ces questions en revenant sur les causes profondes des attentats : la guerre là-bas, l'humiliation ici et, entre les deux, un eurojihadisme très organisé.

« Je suis ou je ne suis pas Charlie ? » : 12 questions pour débattre

1. Jihadistes : la France innocente ?
2. Arabie Saoudite et Qatar financent le terrorisme ?
3. Les Etats-Unis ont-ils armé ces terroristes ?
4. Eurojihadistes en Syrie : Opération Ben Laden bis ?
5. L'antisémitisme se répand : à cause d'Israël ?
6. Islamisme et islamophobie : musulmans suspects ?
7. La France, c'est la liberté de la presse ?
8. Fallait-il publier ces caricatures ?
9. Qui a rapproché Charlie de l'Otan et de BHL ?
10. La théorie du complot, un piège ?
11. Le 11 septembre français : quelles conséquences ?
12. Que faire ?

Michel Collon enquête sur les dessous du terrorisme dit « islamiste » et son pouvoir d'attraction en France et en Europe. Comment empêcher ces départs vers la Syrie et ces atrocités ? Surtout : que vaut notre information ? Le fossé entre « Charlie » et « pas Charlie » révèle des populations qui s'informent de façon complètement différente, ne croient plus aux mêmes infos et ne se parlent jamais. Les médias, l'école et le débat démocratique doivent s'interroger, les enjeux sont vitaux !

Investig'Action, Bruxelles, mars 2015, 320 pages, format poche, 9,00 euros





### Religion, morale laïque et citoyenneté

# 4



PAR MICHÈLE JANSS

**Afin d'éviter de coller une étiquette «philosophique» sur les enfants fréquentant l'enseignement officiel, la cour constitutionnelle a rendu un arrêt permettant de revendiquer et d'obtenir une dispense des cours de religion/morale.**

Ainsi, le cours de morale est-il présenté comme les autres cours philosophiques. Il n'est pas question d'affirmer «je ne suis ni chrétien, ni juif, ni musulman... donc je vais au cours de morale». C'est une nouvelle religion «laïque» à laquelle nous avons affaire, qui fait désormais partie des étiquettes «philosophiques» qu'on colle aux élèves. Selon la cour constitutionnelle, elle ne correspondrait donc pas un choix neutre.

Dès lors, si on veut sortir des «étiquettes», on évacue aussi les cours de morale. Mais une dispense pure et simple étant présentée comme impensable, on organise un nouveau cours, pour occuper les élèves qui ne suivraient aucun cours philosophique. Il devrait contenir des activités en lien avec le thème de la citoyenneté.

Celle-ci est donc considérée comme un non-choix philosophique.

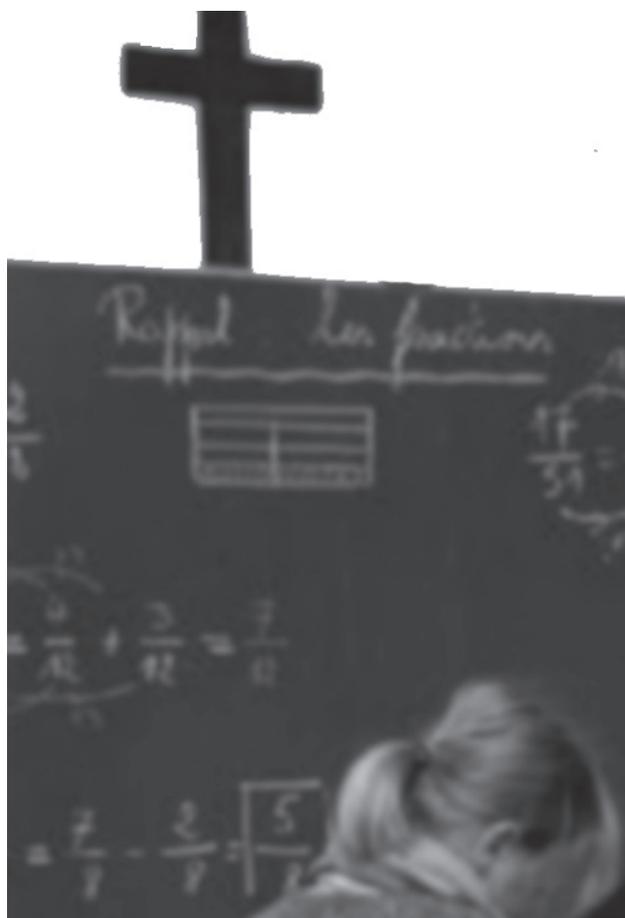
Trois messages découlent de cette situation:

- le choix religion/morale est vu comme discriminatoire, dans notre société qui d'autre part appelle sans cesse à respecter et à reconnaître les différences;
- la morale laïque est considérée comme une nouvelle religion;
- la citoyenneté se comprend comme un non-choix.

Ce dernier point signifie que l'encouragement à la citoyenneté, à une réflexion personnelle, à l'approche de l'actualité et des enjeux de société sont relégués dans un cours mal pensé, mal préparé, peut-être mal donné (on ne détermine pas de diplôme nécessaire à

son encadrement) et qui, en plus, s'avère être un non-choix. Cela constitue aussi un affront cinglant aux autres cours philosophiques qui doivent normalement tous aborder l'actualité et développer une capacité à penser par soi-même et à mener ses choix propres. Enfin, au-delà des cours philosophiques, aucun cours n'a le monopole de la citoyenneté. Organiser ce type de cours constitue une négation de ce que devrait être réellement la citoyenneté : l'affaire de tous et de tous les instants dans toutes les matières.

C'est sans doute à ce niveau que la réforme des cours philosophiques est la moins aboutie : il faudrait d'abord déterminer ce qu'on entend par «éducation à la citoyenneté». Il s'agit en réalité, plus souvent, de fabriquer un modèle de citoyens capables de s'intégrer dans un système de plus en plus injuste et inégalitaire, là où faudrait idéalement former des individus qui puissent transformer notre société pour un futur plus juste.





D'autres  
que nous  
le disent...

5



qui étaient coincé-e-s dans un sophisme créé de toute pièce par l'injonction à tou-te-s « être Charlie », se sont sentis libéré-e-s, et ont pu alors sortir de la posture apparemment « barbare » dans laquelle ils/elles sont arrivé-e-s en cours et que d'autres enseignant-e-s auraient été prompts à rapporter, horrifié-e-s, à la presse, sans comprendre que cette posture n'était que le résultat logique d'une injonction absurde. Lorsqu'on enjoint tout le monde à « être Charlie », sans discussion possible de ce que ce slogan peut signifier et de ce que veut dire s'identifier à ce journal, ou à accepter le dogme selon lequel Charlie Hebdo était anti-raciste, qui, des élèves ou de l'institution scolaire, ne comprend pas ce qu'est la liberté d'expression et l'exercice de l'esprit critique ? »

<http://lmsi.net/Des-questionnements-insupportables>



### La prise en otage des enseignants ou l'instrumentalisation de l'école publique

« L'obligation de se taire, de ne pas se questionner, de ne pas dire ce que l'on pense, etc., comme méthode pour défendre la liberté d'expression, telle est l'orientation pédagogique de notre ministre. Cela ressemble beaucoup plus à une discipline militaire qu'à une démarche pédagogique. Une telle approche est une véritable prise en otage des enseignants surtout quand elle s'accompagne de mesures de répression contre les élèves qui ont exprimé une autre opinion que celle décrétée par la ministre. »

Saïd Bouamama (<http://www.michelcollon.info/La-prise-en-otage-des-enseignants.html?lang=fr>)



### Des questionnements « insupportables »... et néanmoins pertinents

### Réflexions d'une enseignante sur et contre la criminalisation des élèves, et notamment des élèves présumé-e-s musulman-e-s

« À partir du moment où dans l'espace du cours, en tant que représentante de l'institution scolaire, j'ai explicitement autorisé l'expression d'une parole critique à l'égard de la ligne éditoriale du journal, les élèves, tels X. ou S.,



### Ce n'est pas des élèves que nous avons peur

«[...] pour nous, il n'y a pas d'enseignement possible sans le questionnement d'un certain nombre d'évidences partagées. C'est sur cette base qu'il est possible d'amener les élèves à penser autrement qu'ils ne l'auraient fait spontanément, au terme d'un échange de paroles, d'arguments impliquant une relation, une écoute réciproque. Il s'agit là d'un travail difficile, et dont les résultats ne sont jamais acquis, mais y renoncer équivaldrait à abandonner toute ambition pédagogique. En outre, cela ne peut guère se produire sous la pression d'une injonction institutionnelle, en condamnant a priori les propos dissonants ou sous la menace de la répression. Le métier d'enseignant n'est pas de « faire silence », puisqu'il implique bien au contraire de travailler avec les mots. Le silence effraie les plus petits et frustre les plus grands. Si le partage de l'émotion a sa place dans les salles de classe, notre travail reste bien d'interroger le réel. De plus, dans un contexte où l'« unité nationale » est censée s'étendre jusqu'au domaine éducatif, les valeurs de la République sont présentées comme un catéchisme d'autant plus éloigné de l'expérience des élèves que ses valeurs sont concrètement niées. De nouveau, la laïcité et la Marseillaise resurgissent comme une thérapeutique idéale, espérant formater les élèves selon un modèle standardisé et docile. Pour notre part, ce n'est pas des élèves ou des adolescents que nous avons peur, et nous avons confiance dans leur capacité à développer une pensée autonome et généreuse. Nous considérons en effet que notre rôle d'enseignant et d'éducateur ne consiste ni dans un exercice de dressage ni dans une entre-



*prise d'adaptation au monde tel qu'il va (mal), mais de rendre les jeunes capables d'une pensée critique, exigeante, nourrie d'entraide et d'idéaux collectifs. »*

**Vincent Casanova, Grégory Chambat, Laurence De Cock, Laurent Ott, Ugo Palheta, Irène Pereira, Valentin Schaepelynck, Emmanuel Valat et Viviane Vincente**, enseignant.e.s et chercheurs/ses sur l'école (<http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/200115/ce-nest-pas-des-eleves-que-nous-avons-peur>)



### Pour une pensée vivante

« Nous demandons que la citoyenneté soit conçue comme un apprentissage de la réflexion critique sur les valeurs, les raisonnements, mais aussi les institutions et les règles juridiques qui soutiennent nos jugements et nos prises de position politiques. En clair : dans une perspective démocratique, apprendre à problématiser toutes les normes, et à n'en tenir aucune pour évidente. A ce titre, c'est un véritable cours de philosophie qu'il s'agit – qu'il est urgent – de créer. [...] Car s'il s'agit bien de mettre au cœur de l'enseignement les enjeux de citoyenneté, c'est d'abord par une pensée vivante que nous y parviendrons, et non en l'éteignant sous de lénifiantes injonctions au civisme et à la moralité. »

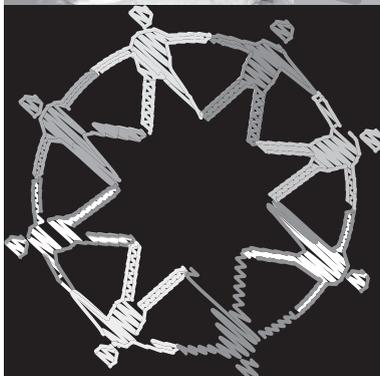
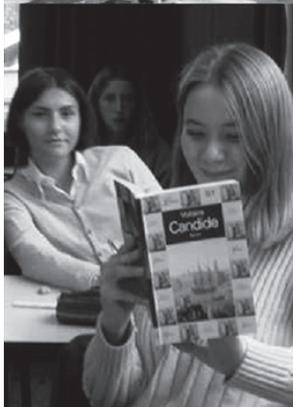
**Edouard Delruelle**, Professeur de philosophie politique (ULg), dans PROF n° 26, juin 2015

Saïd Bouamama



Edouard Delruelle





APED/OVDS BELGIQUE INTERNATIONALE PISTE PÉDAGOGIQUE BRÈVE SLIRE

## LA PRESSE DEVAIT-ELLE PUBLIER LE CLASSEMENT DES ÉCOLES SUIVANT LEUR INDICE SOCIO-ÉCONOMIQUE?

PAR NICO HIRTT

**L**e 6 mars dernier, les journaux du groupe Sudpresse (La Meuse, La nouvelle Gazette, etc.) publiaient en exclusivité le classement des écoles francophones suivant leur indice socio-économique (ISE). Cet indice est présenté comme une « note » sur 20. On imagine bien que les professeurs et directions des écoles qui ont obtenu une « note » de 1/20 ou 5/20 n'ont pas été très contents !

### Que représente cette « note » des écoles ?

De quoi s'agit-il ? L'indice ISE n'est en fait que le rang occupé par chaque école lorsqu'on les classe selon l'origine sociale des élèves. Un indice ISE=1 (et pas 1/20 comme écrit Sudpresse) ne signifie pas qu'on ait à faire à une « mauvaise école ». Mais que cette école figure parmi les 5% ayant le public le plus pauvre (sur le plan socio-économique). De même, l'indice ISE=2 regroupe les 5% d'écoles suivantes sur l'échelle socio-économique. L'indice ISE=20, ce sont les 5% d'écoles les plus « riches » (ou plutôt, qui ont le public le plus riche). Présenter cela comme une « note sur 20 » est trompeur. Les écoles ISE=20 ne sont pas vingt fois plus « riches » (et encore moins vingt fois meilleures) que les écoles ISE=1 !

### A quoi sert cet indice ?

L'administration utilise cet indice pour déterminer quelles écoles bénéficieront d'un encadrement différencié (les catégories 1 à 5). On peut aussi s'en servir pour comparer les écoles d'une région à l'autre. A Liège, par exemple, sur 63 établissements secondaires, on n'en compte que 3 avec un indice supérieur à 15, soit moins de 5%, alors qu'à l'échelle de la Fédération, les catégories 16 à 20 représentent un quart des écoles (5 x 5%) ; inversement, on compte 48 établissements liégeois avec un indice compris entre 1 et 10, soit 76% au lieu des 50% attendus. Cela signifie que les écoles de Liège sont plus pauvres que la moyenne de la FWB.



## Cet indice est-il fiable ?

Oui et non. En fait, il n'est pas basé sur le niveau socio-économique réel des élèves ou de leurs parents, mais sur celui du « secteur statistique » où ils résident. Mais ces secteurs sont souvent très étendus et pas forcément homogènes. Pour reprendre un exemple cité dans l'article de Sudpresse, l'Institut des Arts et Métiers de Nivelles affiche un ISE=15, ce qui peut sembler énorme, s'agissant d'une école organisant presque exclusivement de l'enseignement de qualification, style électricité, mécanique, menuiserie, etc. Les élèves de cette école n'appartiennent évidemment pas du tout aux 50% les plus riches. L'indice 15 de leur école est trompeur. Il vient de ce que Nivelles est une ville assez riche et que les secteurs statistiques de résidence des élèves nivellois mélangent allègrement des quartiers de logements sociaux et de villas cossues. Ceci a pour effet que l'indice ISE sous-estime les écarts de niveau socio-économique entre écoles.

## Les chiffres de Sudpresse prouvent-ils que l'école est très inégale ?

Pour le journaliste de Sudpresse, le classement publié est « légitimement choquant (...) parce qu'il nous jette au visage les énormes inégalités qui sévissent entre les écoliers francophones ». L'auteur souligne les « écarts effrayants » entre les écoles : certaines ayant un indice de 1 ou 2, alors que d'autres « culminent allègrement au-dessus des 18 sur 20 ». En réalité, ces chiffres-là ne montrent pas que les écoles sont socialement inégales. Même dans le pays le plus égalitaire au monde, on obtiendrait les mêmes chiffres. Il y aura toujours 5% d'écoles avec un indice ISE=1, 5% avec un indice 2, etc. C'est forcément toujours ainsi : cela tient à la façon dont cet indice est construit.

## Alors, Sudpresse se trompe ?

Malheureusement non. Ils ne s'appuient pas sur les bons chiffres pour le montrer, mais on ne peut absolument pas contester que les écarts sociaux entre écoles sont énormes chez nous. Il y a plein d'études qui le montrent. Par exemple, sur base des enquêtes PISA, on constate que c'est en Fédération Wallonie-

Bruxelles que l'on compte le plus fort pourcentage d'écoles secondaires qui sont des « ghettos » de riches ou des « ghettos » de pauvres (écoles ayant une forte sur-représentation de publics des couches sociales supérieures ou inférieures). Notre enseignement secondaire compte 44% de telles écoles, contre seulement 14% en Finlande, 27% en Irlande, 31% au Royaume-Uni, 37% en Italie... !

## Pourquoi notre enseignement est-il si inégal ?

Nous sommes l'un des rares pays où les parents ont non seulement le droit, mais l'obligation de choisir l'école de leur enfant. Nous sommes aussi l'un des pays où la division en réseaux concurrents est la plus forte. En plus de cela, au moment de passer du primaire au secondaire, les élèves et leurs parents font souvent déjà le choix d'une école qui prépare à l'enseignement général ou à l'enseignement qualifiant.

Tout cela conduit inéluctablement à une ségrégation sociale. Notre système d'enseignement fonctionne un peu comme un marché, où les écoles se positionnent en fixant la barre plus ou moins haut selon le public qu'elles visent.

Les spécialistes appellent cela le « quasi-marché » scolaire.

## Fallait-il publier ce « classement » ?

En publiant ce type de classements, on ne fait que renforcer l'effet du marché scolaire : on stigmatise les écoles « de pauvres » et on gonfle les demandes d'inscriptions dans les écoles « de riches ». Cela oblige les premières à placer la barre de plus en plus bas, pour recruter encore des élèves, alors que les autres peuvent « relever le niveau » et se présenter comme écoles d'élite.

Bref, on aide le marché scolaire à transformer de la ségrégation sociale en inégalités de niveau... donc, au final, en inégalité entre les résultats scolaires des riches et des autres.

C'est parfaitement irresponsable de la part de Sudpresse, mais surtout de la part de Madame Milquet qui a accepté que l'on publie ces chiffres.



## Que faire ?

Voici, en résumé, ce que propose l'Aped, pour combattre ce fléau belge de l'inégalité scolaire :

1/ Fusionner toutes les écoles primaires et secondaires en un seul réseau d'établissements autonomes, publics et neutres, avec les mêmes moyens que ceux de l'officiel aujourd'hui.

2/ Dès le début de la scolarité, proposer d'office une école aux parents. Les parents peuvent accepter ou refuser cette proposition, mais au moins, ils sont certains d'avoir une place sans devoir faire la file et sans stresser.

3/ Organiser ces propositions d'école de façon à obtenir une mixité sociale dans chaque établissement (si nécessaire en adaptant aussi le transport public des élèves).

4/ Séparer complètement le secondaire inférieur (le « tronc commun ») du secondaire supérieur (où les élèves choisissent une option spécialisée) : écoles et directions distinctes, bâtiments distincts.

5/ Des petites classes de 15 élèves maximum en début de scolarité, pour prendre le temps de construire un rapport positif à l'école et au savoir.

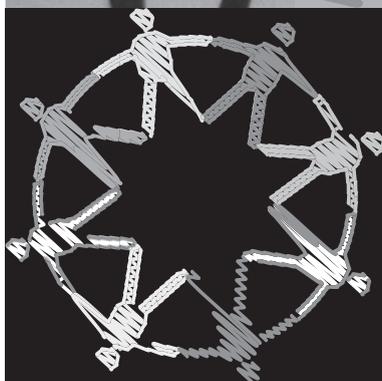
I PISA 2012 sans fard et sans voile. Pourquoi les systèmes éducatifs de Belgique et de France sont-ils les champions de l'inégalité sociale ? Aped, Bruxelles, janvier 2014





io Gra

JS



APED/OVDSBELGIQUEINTERNATIONAL PISTE PÉDAGOGIQUE BRÈVE SLIRE

## ITALIE: CONTRE LA SOI-DISANT «BONNE ÉCOLE», LA GRÈVE DES ENSEIGNANTS LE 5 MAI A ÉTÉ UN SUCCÈS

**L**e 5 mai 2015 s'est déroulée une grande journée de grève du personnel de l'école publique en Italie. Les enseignant·e·s – rejoints dans leur mobilisation par de nombreux étudiants et parents d'élèves – ont revendiqué le retrait de la contre-réforme

scolaire du premier ministre Matteo Renzi, le projet nommé « Bonne école ».

Des mobilisations « officielles » se sont déroulées dans sept villes d'Italie (Aoste, Milan, Rome, Bari, Catane, Palerme et Cagliari), mais de nombreuses initiatives et manifestations ont eu lieu dans d'autres villes italiennes, comme Turin, Bologne et Naples. La participation a été massive. Le 6 mai 2015, un reportage paru sur le site internet du quotidien de la Confindustria, Il Sole 24 Ore, annonce qu'au moins 500.000 manifestants sont descendus dans les rues, dont 100.000 à Rome et 30.000 à Milan. Il est possible que ce nombre soit plus élevé. Les syndicats déclarent une adhésion à la grève à hauteur de 80%. Dans des villes comme Florence ou Milan, l'adhésion a atteint même 90% dans certains centres scolaires.

La grève du 5 mai 2015 a été suivie récemment par deux autres mobilisations. D'une part, le collectif « Enseignants en colère » de Turin a organisé une manifestation de protestation le 9 mai à Turin et dans d'autres villes d'Italie, telles que Vérone, Milan, Latine, Gênes, Catane et Oristane. Elle a été nommée la « Journée de l'orgueil et de la dignité de l'école publique ». Ce collectif a amené dans les rues beaucoup des ballons rouges symbolisant le « cœur palpitant » qu'est l'école publique italienne. Cette occasion a été saisie pour demander, à nouveau, le retrait du projet de Renzi et pour échanger ainsi que débattre de la dégradation des conditions de travail et d'enseignement.

D'autre part, une mobilisation des étudiant·e·s s'est développée le mardi 12 mai 2015. Cette date coïncide avec les épreuves INVALSI, à savoir des épreuves nationales, sous forme de choix multiples, de mathématique et de langue italienne pour les élèves de la troisième année de l'école secondaire. Le but de ces épreuves est de déterminer le niveau scolaire d'un élève et de le « diriger » ainsi dans les écoles jugées les plus adéquates... selon les résultats de ce test !

Une large partie des étudiant·e·s a contesté les fondements même de ce type d'évaluation scolaire. Sous le mot d'ordre « nous ne sommes pas des croix », les associations étudiantes affirment être « contre un modèle d'évaluation sélectif qui vise à hiérarchiser les différentes institutions scolaires et à augmenter les inégalités. Nous voulons être évalués et non pas fichés. »

Selon un sondage indiqué par l'agence d'information ANSA-Italie, on estime que 46% des étudiants ont boycotté ces tests. Ce boycott s'est concrétisé par des mani-



festations organisées dans certaines villes d'Italie, notamment à Naples et Bologne où les étudiant·e·s ont manifesté à côté des enseignant·e·s en faisant la liaison entre ce système d'évaluation et le projet de « bonne école » de Renzi. Ils réclament le retrait des deux.

Toutes ces mobilisations s'inscrivent dans un long parcours de luttes des enseignant·e·s, des parents et des étudiant·e·s contre ce projet libériste. Elles se sont intensifiées depuis l'été 2014 et elles ont été construites par en bas, avec beaucoup d'initiatives spécifiques : constitution des groupes autonomes de coordination des enseignants au niveau national, assemblées dans les régions, débats et manifestations ainsi que deux journées de grève de l'école, le 10 octobre 2014 et le 12 mars 2015.

Or, face à ces mobilisations, Renzi a préféré attendre la grève du 5 mai pour convoquer d'urgence les trois centrales syndicales (CGIL, CISL et UIL) à une réunion portant sur le projet de « bonne école ». Les syndicats du secteur de l'éducation – FIC-CGIL, CISL Ecole, UIL Ecole, Gilda, Snals et Cobas – jugent cette rencontre « négative », car Renzi et ses collaborateurs n'ont fait qu'illustrer les amendements au projet (environ 2.000) qui seront discutés au Parlement dans les prochains jours. Ceux-ci ne modifient pas le fond du projet. Face à cette attitude et à cette arrogance du gouvernement, les syndicats n'excluent pas d'autres journées de grève.

Afin de saisir le climat et le sens de ces mobilisations, nous reproduisons ici un compte rendu de l'importante journée de grève de l'école du 5 mai écrit par Franco Locantore, un enseignant de Rome.

### La grève enseignante du 5 mai a réussi. Maintenant, il faut obtenir le retrait du projet de « bonne école »

La grève de l'école a réussi. Elle a été la plus grande et importante mobilisation du « monde de l'éducation » depuis les mobilisations contre l'ex-ministre de l'éducation Gelmini et le gouvernement Berlusconi en 2008 <sup>(1)</sup>. [...]

La rhétorique gouvernementale autour de la « bonne école » s'est pulvérisée face aux mobilisations. En dépit des moyens de communication utilisés au maximum par Renzi et la ministre de l'éducation, Stefania Giannini (PD), dans le but d'étourdir les Italiens et les Italiennes, les salarié·e·s ont compris que derrière

les déclarations du président du Conseil (Renzi) se cache un projet de classe visant à détruire un droit social fondamental, celui de l'éducation publique, gratuite, libre et de qualité. Le signal d'un changement d'attitude dans « l'opinion publique » est évident. Par exemple, j'ai assisté à un échange entre un policier de la ville de Rome – faisant partie de la catégorie des travailleurs qui ont fait grève le premier janvier 2015 pour dénoncer la détérioration de leurs conditions de travail<sup>(2)</sup> - et un motocycliste irrité suite à la fermeture d'une des routes traversées par le défilé. Le policier a répondu aux plaintes du motocycliste – qui avait pris du retard pour se rendre au travail – en lui disant que ceux et celles qui étaient descendus dans la rue l'ont fait aussi dans son intérêt afin qu'un jour les gens ne soient pas contraints de payer des taxes scolaires salées pour envoyer leurs enfants à l'école.

La ministre de l'éducation Giannini – celle qui s'est distinguée dans les derniers jours pour avoir traité de « squadristi » [les « chemises noires » de Mussolini] les enseignant·e·s et les étudiant·e·s qui l'ont contestée lors des fêtes de l'Unità <sup>(3)</sup> – a réagi de manière incontrôlée en déclarant que cette grève était une grève politique. Dès lors, les syndicats ont demandé sa démission depuis le podium installé sur la Place du Peuple à Rome. Certes, cette grève avait, de fait, un contenu politique. En effet, le gouvernement du Parti démocrate (PD) n'est pas du tout un gouvernement qui sympathise avec les salarié·e·s. Au contraire, ceux et celles qui continuent à soutenir cette idée ont été fortement contestés dans la rue, comme l'a appris à ses propres dépens l'économiste du PD, Stefano Fassina <sup>(4)</sup>. Il y eut beaucoup de chants et des slogans demandant la démission de l'ensemble du gouvernement qui, par le Jobs Act et aujourd'hui avec le projet de « bonne école », a révélé son caractère anti-populaire et de classe.

Renzi a répondu qu'il continuera « avec une tête dure ». Il est toutefois disponible au dialogue et à modifier certains aspects du projet de loi. Mais de quelles modifications parle-t-on ? Celles proposées par son parti à travers des amendements en discussion au sein de la commission culturelle de la Chambre des députés ne changent rien à la logique de fond de ce projet. Ils tentent seulement de la maquiller.

C'est dans cette logique que s'inscrit l'amendement concernant les « tableaux des répartitions régionales des enseignant·e·s ». D'un côté, il devrait leur éviter d'être déplacés dans toutes les Régions d'Italie afin de pouvoir travailler. De l'autre, cet amendement laisse en place le mécanisme impliquant que les nouveaux embauchés (et ceux et celles qui demandent une procédure de transfert dans un autre site scolaire) seront soumis aux choix des responsables des



instituts scolaires. Ces derniers peuvent choisir les enseignant·e·s sur la base de leur curriculum et ils ne seront plus obligés de tenir compte des classifications objectives établies selon les critères d'ancienneté de service et des qualifications accumulées pendant les années de travail.

L'amendement qui sauvegarde le rôle du Conseil d'institution dans l'élaboration du plan de l'offre de formation dans les écoles va dans le même sens. En effet, il maintient la possibilité de différencier la fonction de formation de chaque école en engageant les enseignants choisis à partir de la cohérence de leur propre formation et de l'offre de formation de l'école en question. C'est exactement ainsi que fonctionnent aujourd'hui les écoles confessionnelles et privées.

Selon les modifications avancées portant sur l'évaluation du mérite des enseignants, le directeur ne décidera plus à qui distribuer les primes, mais il devrait se faire conseiller par un noyau restreint des collaborateurs, une sorte d'équipe d'évaluation. Sur le fond, les mécanismes de division des enseignants ainsi que les pratiques de chantage sur le poste de travail restent en place.

La seule note positive est celle qui concerne le recul de Renzi concernant la réforme des organes collégiaux. Initialement, le projet voulait effacer totalement les éléments de démocratie dans les écoles. Toutefois, étant donné le pouvoir accordé aux directeurs, les organes collégiaux sont vidés de leur fonction et les membres feront l'objet d'un chantage permanent par le directeur et par ses collaborateurs.

Enfin, Renzi a aussi déclaré qu'il ne va pas utiliser des décrets d'urgence afin de faire passer cette réforme. Mais, il nous faut des décrets d'urgence afin de garantir les embauches des enseignants précaires à partir de la prochaine année scolaire, comme l'impose une sentence de la Cour de Justice européenne<sup>(5)</sup>. Les fonctionnaires du ministère de l'Éducation ont déjà souligné le problème concernant les temps de la discussion parlementaire de cette loi qui empêchera la mise en place de toutes les procédures nécessaires pour procéder à l'embauche du personnel nécessaire. Renzi pourra ainsi accuser les opposants au sein du Parlement et dans les rues comme étant les responsables de ce problème...

Ceux et celles qui ont fait grève [le 5 mai 2015] ont exigé le retrait de la loi n° 2994 (le projet de « bonne école ») qui sera discutée dans les prochains jours au Parlement, car elle ne contient aucune mesure d'amélioration. Au contraire, elle vise, à moyen terme, la privatisation de l'école publique. Les embauches doivent être faites par décret alors qu'une discussion

démocratique doit s'ouvrir sur le futur de l'instruction publique sur la base d'un projet de loi différent de celui présenté par la ministre Giannini.

Un point de départ pourrait être l'initiative populaire nationale « Une Bonne école pour la République »<sup>(6)</sup> qui a recolté les signatures nécessaires [50 000 pour une initiative nationale selon le système politique italien] et a été déposée au Parlement.

La mobilisation [du 5 mai] donne confiance quant à un possible recul du gouvernement sur ce projet de loi. Cela remet en cause plus généralement les politiques d'austérité que ce gouvernement poursuit. Bien sûr, le mouvement de l'école reste fragile et les directions syndicales qui ont été poussées à la mobilisation peuvent reculer face aux propositions de maquillage du gouvernement. À ce propos, il faut rester vigilants et continuer la mobilisation dans chaque école jusqu'au retrait de ce projet gouvernemental.

**Francesco Locantore est enseignant et membre de Sinistra Anticapitalista.**

*Cet article a été publié en Italie sur le site <http://sinistranticapitalista.org/> le 5 mai 2015, puis traduit et repris par le site suisse A l'Encontre <http://alencontre.org/>*

#### Notes

1) Maria Stella Gelmini est membre de Forza Italia (FI). Elle a été ministre de l'instruction, de l'université et de la recherche sous le gouvernement Berlusconi IV (8 mai 2008-16 novembre 2011). Elle a adopté deux mesures majeures, connues sous le nom de « réforme Gelmini ». La première a impliqué des coupes dans l'éducation primaire et secondaire à hauteur de 7,8 milliards d'euros pour la période 2009-12. Cette mesure reposait sur trois points : l'introduction l'« enseignant unique » dans l'école primaire qui substitue les trois enseignants pour deux classes prévues avant la réforme ; la réduction d'un tiers de l'horaire des cours au sein des instituts techniques et professionnels et l'introduction des tests d'évaluation à plusieurs échelons. La deuxième mesure concernait l'Université, avec une coupe de 1,5 milliard d'euros pour période 2009-2013, le blocage du personnel sur la période 2009-2011 ; la « rationalisation » interne de l'université (fusion de facultés), ainsi que la possibilité de transformer les universités en fondations privées. Selon un article paru le 18 septembre sur le quotidien *La Repubblica*, les mesures adoptées par la « réforme Gelmini » ont conduit à la perte de 87 000 places d'enseignant et de 44 000 places du personnel scolaire technique.

*Cette « réforme » a suscité l'indignation des milieux scolaires ainsi que des syndicats et d'une partie importante de la population. D'importantes manifestations, des grèves et des occupations des écoles et des universités se sont succédé tout au long de l'automne 2008 et elles ont été impulsées par le mouve-*



ment des étudiants universitaires et des écoles secondaires, le mouvement de l'Onda anomala (Vague scélérate).

2) La nuit entre le 31 décembre 2014 et le 1er janvier 2015, 835 policiers de la ville de Rome se sont mis en « arrêt maladie » ou ont justifié leur absence par des raisons médicales ou des dons du sang. Le résultat : le 83,5% des policiers de la ville étaient absents dans une nuit, la dernière de l'année 2014, jugée « sensible » dans la ville de Rome. Il s'agissait pour eux de protester contre les mesures d'austérité menées par le gouvernement de la ville du maire Ignazio Marino (membre du PD), ainsi que la détérioration de leurs conditions de travail.

3) Stefania Giannini est membre du parti Choix citoyen pour l'Italie (Scelta Civica). Elle a été nommée ministre de l'Éducation et de la Recherche du gouvernement Renzi, le 22 février 2014. La fête de l'Unità, du nom du quotidien italien fondé par Antonio Gramsci et longtemps organe officiel du Parti communiste italien (PCI) du 1924 à 1991, est aujourd'hui une journée de fête du PD, parti issu de la trajectoire historique du Pci. Lors de la dernière fête de l'Unità, qui s'est tenue le 25 avril 2015 à Bologne, la ministre Giannini a été fortement contestée lors d'un débat sur le projet de « bonne école » par un groupe des enseignants, parents d'élèves et d'étudiant·e·s. Elle a été contrainte d'abandonner la salle.

4) Stefano Fassina est économiste et membre du PD. Il a été vice-ministre de l'Économie et des Finances sous le ministre de l'économie de l'époque, Fabrizio Saccomani, lors du gouverne-

ment Letta [28 avril 2013-14 février 2014]. Pendant le défilé de Rome, Fassina a été contesté par des enseignants précaires.

5) Le 26 novembre 2014, la Cour européenne de justice condamne l'Italie par rapport aux normes portant sur les contrats de travail temporaire dans le secteur de l'éducation. En particulier, la Cour juge « abusives » les pratiques de renouvellement illimité des contrats de précarité dans l'enseignement public.

6) Ici, le site internet de l'initiative, en italien : <http://adotta.lipscuola.it/lip-scuola-al-senato.pdf>.





## Chili: deux étudiants meurent en marge d'une manifestation pour une réforme du système d'éducation

**L**arge mouvement de contestation au Chili. Dans plusieurs grandes villes du pays, dont la capitale Santiago, des milliers d'étudiants et d'enseignants ont manifesté pour réclamer une réforme en profondeur du système d'éducation. Dans certaines villes, les rassemblements ont dégénéré. A l'instar de Valparaiso, où deux étudiants ont été tués jeudi 14 mai 2015.

La mort de deux jeunes de 18 et 24 ans, jeudi dans la ville portuaire de Valparaiso, a plongé dans le deuil le mouvement de contestation. La vice-présidente de la Fédération des étudiants de l'université du Chili, Javiera Reyes, relate les faits : « Il y a eu deux morts à Valparaiso. Deux jeunes ont été tués par balles par un civil, alors qu'ils étaient en train de coller des affiches sur les murs d'un immeuble. Cette nouvelle nous a beaucoup affectés. »

Selon des témoins cités par l'Agence France-Presse, les coups de feu mortels auraient été tirés par un jeune homme de 22 ans vivant dans une bâtisse où les manifestants voulaient coller leurs affiches. Il a été arrêté. Après le drame, dans la soirée, des bougies ont été allumées à Valparaiso en hommage aux deux étudiants tués.

### La présidente Bachelet face à sa promesse de gratuité

La manifestation à Valparaiso s'inscrit dans un large mouvement de contestation. La présidente socialiste du Chili, Michelle Bachelet, a entamé une vaste réforme du système éducatif, jusqu'à présent largement privatisé et inégalitaire. Mais étudiants et enseignants craignent que la réforme, dont un premier volet a été approuvé en janvier, n'aille pas assez loin. La première partie de la réforme visait à mettre fin à la sélection

des étudiants et aux profits dans les écoles subventionnées par l'Etat.

Alors que les enseignants demandent pour leur part de meilleurs salaires, difficile de savoir comment la présidente de la République tiendra désormais l'une des promesses majeures de sa dernière campagne, à savoir la gratuité dans l'enseignement supérieur pour les 70 % de Chiliens les plus pauvres. Beaucoup craignent que la réforme n'aille pas assez loin.

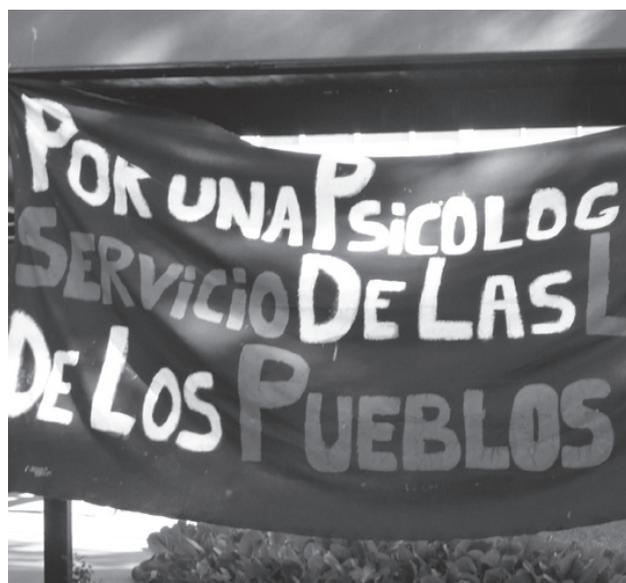
### Un contexte politique tendu au Chili

« Nous avons demandé la gratuité des universités. Nous demandons aussi le déblocage de fonds pour renforcer l'ensemble de l'éducation publique et gratuite telle qu'elle existe déjà, parce que ces institutions ont été abandonnées par l'Etat pendant des années, et elles sont aujourd'hui dans un état déplorable », explique Javiera Reyes.

La plus grande manifestation de jeudi a rassemblé des milliers de personnes dans la capitale du pays, Santiago. Plus de 130 personnes ont été arrêtées après des échauffourées entre des étudiants cagoulés, armés de bâtons et de pierres, et les forces de l'ordre, qui ont répliqué au canon à eau. A noter que la recrudescence du mouvement étudiant tombe au plus mal, quelques jours après la formation d'un nouveau cabinet par la présidente, affaiblie par des scandales de corruption impliquant certains de ses proches.

**Publié le 15 mai sur le site de France Amérique Latine :**

<http://www.franceameriquelatine.org/spip.php?article2317>





# APED / OVDS

## Le samedi 14 novembre : 8 heures pour l'École démocratique et ... pour nos 20 ans !

Qu'on se le dise et redise : l'Aped/Ovds fête cette année ses 20 ans ! Nous fêterons ça le samedi 14 novembre 2015, avec un nouvel événement à l'attention de tous ceux s'intéressent à la démocratisation de l'enseignement : enseignants, futurs enseignants, syndicalistes et citoyens engagés.

**Dès 12h, accueil, avec de nombreux stands, sandwiches disponibles  
De 13 à 15h, première série d'ateliers**

- La « forme scolaire » est-elle obsolète ? Débat entre Bernard Delvaux (Girsefet UCL) et Nico Hirtt (auteur, Aped)
- Reflect Action : comment aborder les stéréotypes des profs vis-à-vis des élèves? Carine Meuwis (enseignante et formatrice), Laure-Anne Farhi (Aped)
- Un enseignement neutre est-il possible, souhaitable, nécessaire ? Michel Weber (philosophe), Bernard Legros (Aped)
- La marchandisation de l'enseignement en Europe, fantasme ou menace réelle? Christian Laval (auteur, FSU France) et Jean-Pierre Kerckhofs (Aped)
- L'école commune, la réponse en 10 points de l'Aped à la catastrophe scolaire. Philippe Schmetz (Aped)
- Juifs des années 30 = Musulmans des années 2000 ? Marc Abramowicz (UPJB)
- La Première Guerre Mondiale et sa propagande. Anne Morelli (ULB)
- La démocratisation du Supérieur, du pipeau? Francesco Dell'Aquila
- Mixité sociale : aussi dans le fondamental ? Marc Jansen (Aped)

**De 15h30 à 17h30, 2ème série d'ateliers**

- Présentation de notre enquête « Energie – Climat 2015 ». Nico Hirtt (auteur, Aped) (atelier bilingue)
- Parler pour que les enfants écoutent. Rita Nyota (asbl « Pur Bonheur »)
- Inégalités, mixité sociale et régulation des inscriptions. Claire Moureaux (Aped)
- Lutter par la désobéissance : l'expérience française. Patrick Toro, Grégory Chambat, Alain Refalo (Réseau de Résistance Pédagogique)
- Où va l'enseignement qualifiant ? CPU, CEFA, etc. Jean-Louis Siroux (ULB), Philippe Hambye (UCL), Cécile Gorré (Aped)
- Le Pacte d'Excellence : objectifs, méthode, perspectives. Débat. Joëlle Milquet (Ministre de l'Éducation), Frédérique Mawet (CGé), Jean-Pierre Kerckhofs (Aped)
- Activités mathématiques inspirées par l'histoire, ou comment rendre les mathématiques plus humaines. Jean-Michel Delire (HEB et ULB)
- Etre ou ne pas être Charlie : réflexions sur la guerre, le terrorisme, l'islam et la liberté d'expression. Michel Collon (auteur, Investig'Action)

D'autres ateliers seront également organisés en néerlandais. Programme à consulter dès juillet sur notre site [www.democratischeschool.org](http://www.democratischeschool.org)

Plus de détails sur le programme sur notre site [www.ecoledemocratique.org](http://www.ecoledemocratique.org)

**A 18 h : c'est la fête !** Apéro, speeches, moments culturels et festifs, buffet... Inscriptions vivement souhaitées sur notre site dès juillet (à défaut par téléphone ou courrier)





## LE STYLO

## ET LA

## TRUELLE

**C**harles Ducal, le poète national, plaide pour plus de poésie en classe. Dans l'enseignement professionnel également. La seule chose nécessaire, c'est un enseignant passionné, qui ouvre la voie à ses élèves. Comme Olivier Planckaert, professeur de français à Ath. Avec lui, les

élèves suivent les traces de Rimbaud. Ath, Institut technique libre, 10 mai 2014. Quatorze élèves de dernière année présentent et signent leur recueil de poésie. Petit détail : les élèves suivent une formation d'ouvriers du bâtiment. Et le poète Charles Ducal se charge d'en faire l'éloge.

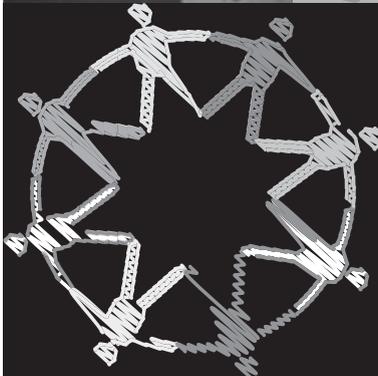
### Nous, des élèves de professionnelle, en section construction, un recueil de poésie ?

Retour en septembre 2013. Durant le cours d'Olivier Planckaert, professeur de français, un élève lève le doigt : « Monsieur, c'est notre dernière année. Ne pouvons-nous pas réaliser ensemble quelque chose de durable, qui laisse une trace de notre passage ? » L'enseignant, féru de poésie, leur propose de réaliser un recueil de poèmes. Les élèves sont étonnés. « Comment ? Nous, des élèves de professionnelle, en section construction, un recueil de poésie ? Vous rigolez, Monsieur, nous n'en sommes pas capables ».

Sur ce, l'enseignant leur parle d'un garçon rebelle de leur âge, qui a vécu pas loin de là, à Charleville-Mézières, et est mondialement connu pour ses poèmes : Arthur Rimbaud. Ceci éveille la curiosité des élèves. La classe part en excursion sur le lieu de naissance de Rimbaud et y fait la connaissance d'un poète ardennais, Gilles Simon. Celui-ci les guide à travers la ville et la vie du poète. Après un certain travail de persuasion, les quatorze jeunes ouvriers du bâtiment se laissent convaincre : ils liront Rimbaud et réaliseront ensuite eux-mêmes un recueil de poèmes.

De temps en temps, du papier est déchiré et des jurons sont lancés.... Mais il y aura bien un recueil.

Ils fondent une association : « Les Maçons de sable », et s'engagent à écrire chacun deux poèmes pour le livre. Ils achètent Rimbaud, lisent et analysent ses poèmes en classe. Gilles Simon vient deux fois spécialement d'Orléans, où il habite, pour discuter avec eux de leurs esquisses. Il donne des conseils, suggère des modifications formelles, mais ne leur donne pas une idée, pas un seul mot. De temps en temps, le découragement fait surface, du papier est déchiré et l'un ou l'autre juron est lancé, ou quelqu'un menace d'abandonner. Mais monsieur Planckaert leur rappelle





leur engagement, lutte contre leur découragement et personne ne quitte le navire. Dix mois plus tard, le recueil de poèmes est bien là. Le titre d'origine : « La bétonnière poétique » est changé en « Transparence... notre maison de vers », on trouve des sponsors et on songe à une présentation pour la presse et le public.

J'ai moi-même reçu, en janvier de l'année passée, avant ma désignation officielle comme poète national, une longue lettre d'Olivier Planckaert. Il m'invitait à la présentation d'un recueil de poésies réalisé par ses élèves. J'ai cru me trouver dans le scénario du film *Dangerous Minds*. En 2010, j'ai plaidé dans mon essai de poésies pour une solide formation à la poésie à l'école. Mais je me suis trouvé confronté au scepticisme tant dans les écoles que les universités. Gorter et Claus dans l'enseignement général, d'accord, mais pas dans le professionnel. Pas d'intérêt, bagage insuffisant, niveau trop faible des élèves.

### Faire écrire des poésies à des élèves du professionnel ? Ça n'arrive que dans les films, monsieur

J'ai fait toute ma carrière d'enseignant dans le général, et ne pouvais donc pas répondre par une expérience concrète. J'ai donc marmonné quelque chose sur la foi en l'élève et une approche efficace et j'ai fait référence au film *Dangerous minds*. Michèle Pfeiffer y joue le rôle d'une enseignante dans une école défavorisée de Californie. A travers les poèmes de Dylan Thomas (« Do not gentle into that good night »), elle parvient à faire comprendre à des élèves au départ totalement inintéressés la valeur ajoutée que peut représenter la poésie dans leur vie. Cette comparaison n'a naturellement convaincu personne : un film n'est pas la vie, monsieur Ducal. Mais dans la lettre d'Olivier Planckaert, la porte entre le film et la réalité s'ouvrait tout à coup.

Fin avril, j'ai fait la connaissance, à Ath, de l'enseignant et des membres des « Maçons de sable ». Olivier m'a emmené dans un café à la gare, où il était venu me chercher, et m'a donné le recueil. J'ai lu les deux premiers poèmes et n'ai pu cacher mon émotion. Sous mes yeux se trouvait le magnifique résultat d'une double confiance : en l'élève et en la poésie.

Deux semaines plus tard, j'étais à nouveau dans leur atelier pour leur rendre hommage, en tant que Poète National.

Il n'y a pas de Rimbaud parmi eux. Mais c'est de la poésie. De la poésie simple, prenante.

Mais ces futurs ouvriers du bâtiment et leur enseignant méritent plus qu'un hommage de cinq minutes. Il ne ressort pas de nouveau Rimbaud dans ce recueil, naturellement. Mais c'est de la poésie. Ce n'est pas évident pour ces jeunes de parler de leur amour pour une jeune femme, de leur tristesse à la perte d'un père, d'un frère, de leur passé chaotique, de leurs rêves et de leurs peurs. La poésie leur en donne l'occasion. Ils écrivent dans une langue simple et souvent prenante. Une langue retravaillée tant de fois que ce que Rimbaud, l'enseignant et le coach des jeunes poètes ont appris est évident: l'essence de la poésie est dans la formule, le poème est une construction, le stylo une truelle.

Ce recueil est un acte de prise de conscience. Par leurs poèmes, qui se raccrochent à des citations de Rimbaud, ces élèves se révoltent contre des préjugés très ancrés. Il n'est pas vrai que leur esprit n'est pas suffisamment développé pour être sensible à autre chose que le dernier jeu, la dernière sensation à la tv ou le dernier hit musical. Rimbaud et tous les grands poètes sont aussi là pour eux, pour nourrir ou servir de support ou miroir à leurs propres sentiments et pensées. C'est une honte de ne développer à l'école que l'aspect qui servira sur le marché du travail et de limiter leur développement intellectuel et culturel au minimum.

Ces jeunes sont fiers de leur truelle. Et de leur stylo.

On lit dans ce livre à quel point ces jeunes sont fiers de leur talent avec la truelle. Comme l'un d'eux, Cyril, l'exprime de manière frappante: « *Comme chaque journée à l'atelier/ Nous bâtissons des cathédrales. / Pour apprendre ce si beau métier. / C'est sûr. / Nous sommes des hommes habités !* ». Mais en déposant de temps en temps la truelle et en la remplaçant par le stylo ou le clavier, ils disent aussi : nous sommes des êtres humains complets, nous voulons donc être nourris et élevés en conséquence.

*Dangerous minds*. Dans un enseignement qui sélectionne et oriente les enfants vers moins de perspectives de développement, le projet de cet enseignant courageux et de ses quatorze élèves est un acte de résistance encourageant. Résistance contre un système qui connaît deux niveaux. Un niveau supérieur donnant accès à un développement intellectuel raffiné et un riche bagage culturel, mais également éloigné du monde de la production et du travail. Et un niveau inférieur offrant une solide connaissance professionnelle, mais très maigre sur d'autres plans. C'est bien l'enseignement qui n'offre pas de dévelop-



pement général et ne forme pas d'êtres humains « complets ». C'est encore l'enseignement qui confirme et renforce les inégalités sociales, comme une étude récente l'a montré. Comme si, dans une démocratie, la connaissance historique, la vision politique et l'intérêt culturel étaient un luxe et non une nécessité, un privilège et non un droit.

Tout ce qu'il faut, c'est un enseignant qui libère le talent sous la croûte de préjugés.

Les quatorze futurs ouvriers du bâtiment ne sont pas une exception. Ils ont les caractéristiques de nombreux élèves de dernière année de l'enseignement professionnel. Personne n'a l'âge « standard », ils vivent souvent des situations difficiles à la maison sur les plans social et financier, et ont évidemment des problèmes de discipline. Cette aventure poétique mérite donc de l'admiration, non de l'étonnement. Un recueil de poèmes de futurs maçons: ça semble incroyable. Mais ça ne l'est pas. C'est tout à fait normal. Le talent pour écrire ces poèmes a toujours été présent chez eux.

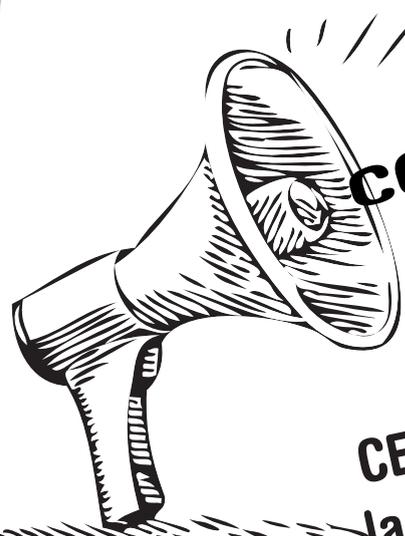
Inutilisé. Il fallait seulement quelqu'un pour ouvrir la porte, un enseignant qui, aidé par un bon entraîneur, avait la volonté et le courage de libérer le talent sous la croûte des préjugés présents dans leurs têtes et de nombreuses autres et le mettre en lumière comme il le mérite.

**Charles Ducal**



### **Une âme révoltée (Jonathan)**

*Je suis rempli de haine.  
Encerclé,  
Enchaîné,  
Le cœur ligoté.  
Mon âme est corrompue,  
Pourtant j'ai survécu  
Et j'ai gardé la marque  
De cet enfer.  
Je ne peux rien y faire,  
Je suis détruit par toute cette rage,  
Au fond de moi  
Que je ne peux extraire.  
Peu sont de vrais amis,  
Et les autres me considèrent...  
Comme un chien !  
Telle est la vie  
On n'y peut rien !*



# COUPS DE GUEULE

## CEB et Histoire: la dérive des compétences

PAR NIICO HIRTT

*Les questions proposées aux élèves pour s'exercer en préparation du CEB, notamment en histoire, témoignent de l'indigence dramatique qui a résulté de l'approche par compétences. Elles illustrent combien cette approche est contraire à la pédagogie constructiviste, dont elle se réclame pourtant.*

Dans Le Soir de ce jeudi 30 avril, nous retrouvons les questions de la série « Objectif CEB ». Remarquons au passage que si on avait voulu angoisser les enfants face à l'échéance de leur examen de fin de primaire, on n'aurait pas pu mieux s'y prendre que ne l'ont fait nos médias. Plus possible d'ouvrir un journal, d'allumer la télévision ou la radio, de faire ses courses... sans être assailli d'offres destinées à « préparer un CEB sans stress ». « Surtout ne stressez pas, grâce à nous vous avez toutes les chances de réussir »... L'enfant qui, jusque-là, voyait arriver le test avec sérénité, finira bien par s'inquiéter face à ce déluge de préparations destinées à... le rassurer.

Mais passons. Ce qui m'a interpellé ce matin, en lisant les questions du thème « Histoire » dans Le Soir, c'est l'illustration du délire où nous a plongés l'approche par compétences.

Par exemple, une des questions consiste à indiquer, sur une « ligne du temps », la vie de quatre personnages : Marie de Hongrie, Charles Quint, Marie de Bourgogne et Charles le Téméraire. Rassurez-vous, on n'attend pas des enfants qu'ils sachent les dates de naissance et de mort de ces quatre individus. Ça, c'eut été du délire à la mode ancienne, quand le cours d'histoire consistait (parfois) à mémoriser des listes de dates. Non, ici, le « portfolio » présentait une courte biographie des quatre personnages, y compris les années de leur naissance et de leur décès (ou une information du genre : « ...est décédée la même année que... »). Sur la ligne de temps, les vies de nos quatre célébrités locales sont indiquées par quatre zones grisées où l'enfant n'a plus qu'à noter les initiales du personnage correspondant.

Mais que teste-t-on de la sorte ? La connaissance de l'Histoire ? Non. La compréhension des contextes politiques, sociaux ou culturels, des causalités et des contradictions qui font cette Histoire ? Encore moins. Ce test permet seulement d'évaluer la capacité d'extraire une information d'un texte et la capacité de positionner un point sur un axe. Il s'agit d'un double test de lecture et de mathématique élémentaires. Mais pas d'un test d'Histoire.

La plupart des autres questions sont à l'avenant. Par exemple, on montre deux photos prises dans les rues de Bruxelles à l'annonce de la capitulation allemande en



1945. Sur base de ce « portfolio », les élèves doivent se prononcer par rapport à diverses affirmations en répondant : « oui », « non » ou « la photo ne permet pas de se prononcer ». Exemple de proposition : « on pouvait éclairer les rues » (je suppose que c'est « oui », parce que sur certaines photos on voit des lampadaires). Ou : « personne ne circulait à vélo » (sur une photo on voit un homme à vélo !). Ou encore : « la dame qui lit le journal est heureuse » (mais on ne voit pas son visage, donc : la photo ne permet pas de se prononcer). Tout cela constitue au mieux un test d'observation (regarder attentivement une photo) et de logique (si je vois un vélo, il n'est pas exact que « personne ne circulait à vélo »). Mais on les présente comme des questions sur le thème « fin de la deuxième guerre mondiale ».

Le journal « Le Soir » n'est pas en cause. C'est bien ainsi que les programmes imposent aux enseignants de travailler depuis la réforme de l'approche par compétences. Les savoirs, historiques ou autres, ne sont plus des objectifs d'apprentissage, ce ne sont plus que des prétextes pour exercer des compétences générales. Je comprendrais fort bien (et applaudirais) si, dans une démarche de construction de savoirs, un enseignant donnait à ses élèves des portfolio et des questions comme ceux que je viens d'évoquer. Le travail sur les images et les textes de référence, le questionnement y relatif, sont alors des outils, des instruments, pour faire découvrir des faits, des relations ou des contextes historiques. Mais ici, on renverse complètement cette logique.

Conclusion. L'approche par compétences ce n'est pas du constructivisme ; c'est du constructivisme à l'envers !

## Fuite aux épreuves externes : surprenantes, vraiment ?

PAR J-N DELPLANQUE, PHILIPPE SCHMETZ

Il y avait d'abord eu l'épreuve externe d'histoire du CESS, puis l'examen de sciences du CEID. Aujourd'hui, c'est au tour de l'examen de néerlandais du CEID d'être annulé pour cause de fuites. Ce qui nous surprend le plus, dans cette histoire, c'est qu'elle... surprenne !

En effet, ce à quoi nous assistons depuis quelques jours n'a rien d'une dérive (d'un-sys-tème-sco-laire-qui-se-rait-par-ail-leurs-glo-ba-le-ment-sain). Les fuites, et la monnaie trébuchante que certains en tireraient, selon les nouvelles du jour, sont bel et bien inhérentes au dit système.

Mais en quoi donc le système scolaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles génère-t-il de telles tricheries... et le chaos qui s'ensuit ?



### Des écoles magasins à diplômes... et en concurrence

Primo, l'Ecole est généralement conçue comme un grand magasin à diplômes, où il importe aux individus de satisfaire à des examens, même de manière totalement factice, pour obtenir les papiers qui ouvrent les portes du marché de l'emploi.

Plutôt que de réellement apprendre ce qui donne force pour comprendre le monde (et oeuvrer collectivement à le changer, suivant la formule consacrée de l'Aped).

Dans une perspective individualiste et cynique, il ne faut pas s'étonner que la fin justifie tous les moyens... Secundo, notre système scolaire est organisé comme un quasi marché où les réseaux et les établissements sont en concurrence permanente. Pourquoi dès lors s'étonner de voir des questionnaires circuler dès réception dans les écoles, quelques jours avant l'épreuve ?

Les tentatives de distorsion ne sont jamais bien loin de la concurrence, non ?



## Epreuves externes : la charrue avant les boeufs

Des examens externes communs sont une bonne chose. Ils peuvent apporter de précieuses informations pour le pilotage du système scolaire dans son ensemble. Ils permettent aussi de réduire l'arbitraire du professeur correcteur ou du professeur enseignant. Ils devraient permettre également de lutter contre les écoles «à dépassement». Entendez celles qui interrogent leurs élèves sur des bases pédagogiques et des niveaux de matière supérieurs aux prescrits légaux, dépassement qui leur permet d'«écrémer» leur population scolaire en ne gardant que les plus «méritants».

Inutile de dire que les plus «méritants» sont ceux qui sont coachés par leurs parents à grands coups d'aide à la maison, de stages, de séjours linguistiques et autres cours particuliers.

Les parents aisés des milieux bourgeois, quoi. Il existe sur Bruxelles des écoles (à ISE élevé, évidemment...) qui pratiquent la méthode des doubles examens : une session avec le CEID, qui assure de la réussite du premier cycle (c'est la loi...), et une session interne, plus difficile que le CEID, qui déterminera si l'élève peut poursuivre dans l'école ou s'il lui sera fortement conseillé de poursuivre ses études sous d'autres cieux.

Encore une fois, la FWB a mis la charrue avant les boeufs : on ne peut défendre et instaurer des examens externes que si la structure scolaire assure une même chance de réussite pour tous les élèves, que si des luttes contre les discriminations sociales sont actives et donnent des résultats.

En gros, que si le système scolaire est pensé et structuré pour lutter contre la ségrégation sociale et la discrimination, ce qui est l'exact contraire du système (qui semble même pensé pour obtenir l'inverse: favoriser la ségrégation et la discrimination...)

A quand l'Ecole commune qui nous libérera de tous ces calamiteux avatars ?

## Tous connectés pour la sécurité

BERNARD LEGROS

La tyrannie technologique s'étend inexorablement. Ainsi, dans une école bruxelloise, un projet-pilote a équipé cinquante élèves de 5ème et 6ème primaire de bracelets électroniques connectés à l'ordinateur central de l'établissement. Leurs déplacements sont enregistrés en temps réel, permettant de mieux gérer les absences et les présences, ainsi que la sécurisation des lieux, dit-on.

Même la cantine est « smart », délivrant à certains élèves des repas diététiquement sur mesure, le bracelet calculant, entre autres, le poids, la taille et l'indice de masse corporel de l'enfant, et tenant compte de son emploi du temps, encodé: par exemple, s'il fait du sport l'après-midi, et hop voilà un repas plus riche en calories !? Le directeur Jean-Michel Brochet apparaît comme un techno-enthousiaste hypocrite quand il prétend que ce système n'est « pas fait pour cliquer, mais pour avoir des yeux derrière la tête ».

Ah bon, où est la nuance ? Selon ses dires, les parents seraient déjà favorables à l'expérimentation et « s'il y a une adhésion forte au projet, on mettra le turbin pour équiper tout l'établissement! ». Nous voilà prévenus... La Fédération Wallonie-Bruxelles a érudé la demande de renseignements que lui adressait *Le Ligeur* (1er avril 2015). Est-elle gênée ou a-t-elle un plan com' derrière la tête ? L'avenir nous l'apprendra, mais je penche pour la deuxième explication. Les techoptimistes m'accuseront, comme d'habitude, de délirer comme un sous-Orwell de pacotille.

Qu'importe. Dormez, parents, la connexion des écoles généralisée est pour demain, et de toute façon, on n'arrête pas le progrès... fût-ce au prix du trépas de la liberté et de la dignité humaine.



## Didier Éribon, Retour à Reims

*Une lecture de Patrick Lombard*

A la faveur d'un voyage à Paris en février dernier, nous avons découvert le centre culturel La Maison des Métallos, situé dans un quartier autrefois industriel et artisan, éloigné du cœur historique de la ville. La vaste salle de spectacle que le centre abrite accueillait la remarquable adaptation au théâtre par Laurent Hatat, de *Retour à Reims*, essai du philosophe et sociologue Didier Éribon, paru en 2009 et sorti en poche un an plus tard dans la collection Champs essais chez Flammarion.

Ce fut l'occasion de nous replonger dans ce récit bouleversant et hautement instructif qui analyse, dans un mouvement autobiographique inédit, et sous ses nombreuses formes, les mécanismes de la domination.

Au lendemain des obsèques de son père, avec lequel il n'entretenait plus aucun contact depuis de longues années, Didier Éribon retourne à Reims, retrouve sa mère et, avec elle, se replonge, entre émotion et questionnement, dans le milieu ouvrier de sa jeunesse, milieu duquel il s'était éloigné pour échapper à une double oppression : sociale (la honte de ce monde prolétarien assujéti à la bourgeoisie) et sexuelle (le rejet subi en tant que gay).

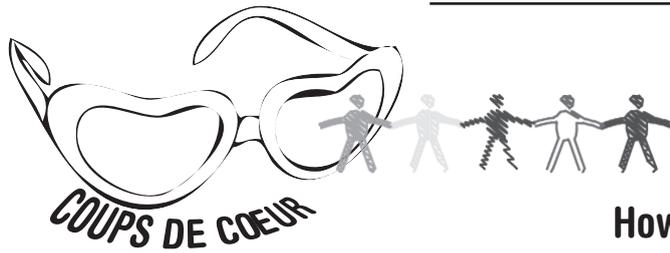
En accédant au monde de la bourgeoisie, Éribon s'est senti trahir ses origines. Sa double identité, celle, si lente à construire, d'un homosexuel décomplexé et affirmé et celle d'un fils d'ouvrier, qu'il a tenté d'effacer. Comment donc s'émanciper des classes opprimées sans les renier ? Étrange trahison que ce livre répare par la clairvoyance de son analyse, par la sincérité de l'hommage rendu à ceux que l'écrivain a trahis malgré lui et enfin, et surtout, par les pistes progressistes qu'il ouvre devant nous.

A la fois quête et enquête, cette remontée aux sources devient pour le professeur d'université reconnu une auto-analyse déchirante, doublée d'une analyse socio-historique qui passe ainsi en revue quelque quarante années de l'histoire de la gauche française qui fit tellement disparaître de son discours l'ensemble de la classe ouvrière et la nécessité de luttes au point qu'une partie du monde ouvrier s'éloigna du combat et de l'engagement de gauche pour en arriver à voter extrême-droite. Avec une étonnante lucidité et à travers la perspective élargie de la sociologie, Didier Éribon retrace ainsi pas à pas sa trajectoire de « transfuge ». De l'enfant sensible, intelligent à

DIDIER  
**RIBON**  
Retour  
à Reims



Champs essais



l'adolescent rebelle, contestataire engagé dans un mouvement trotskiste, du fils d'ouvrier honteux à l'universitaire au talent unanimement reconnu, c'est une ascension sociale à la fois troublante et exceptionnelle d'un « miraculé » qui est décryptée ici à travers le prisme des déterminismes collectifs, et particulièrement celui du système scolaire. Ce dernier, dit-il, fonctionne comme une machine à éliminer les enfants des classes populaires et à les renvoyer dans le travail quotidien de l'usine où les tâches à accomplir sont harassantes. Ce système dit démocratique s'avère au bout du compte profondément inégalitaire<sup>(1)</sup>.

En disciple de Sartre, de Bourdieu et de Foucault – auquel il consacra une remarquable biographie, Éribon esquisse une anthropologie de la honte et, à partir de là, construit une théorie de la domination et de la résistance, de l'assujettissement et de la subjectivation. Le livre plaide pour une prise en compte globale de toutes les formes de domination et de discrimination, qu'elles soient de classe, de race ou liées à l'orientation sexuelle. Les vraies luttes, affirmait l'écrivain lors d'une interview en 2009, passent d'abord par la construction de théories qui permettent de penser la pluralité de ces structures de domination, et leur imbrication. Toute forme d'engagement ne peut que s'enrichir de ce travail de réflexion et d'analyse effectué sur des mécanismes de domination reproducteurs d'inégalités sociales.

Écrit dans une langue accessible, aucun jargon universitaire ne l'encombre ou ne l'obscurcit, voici un itinéraire contemporain exemplaire à découvrir de toute urgence. Et à méditer longuement. Retour à Reims ou quand l'intime touche à l'universel.

#### **Du même auteur, à lire aussi :**

- *Réflexions sur la question gay*<sup>(2)</sup>, coll. Champs-Essais, Flammarion, 1999-2012.
- *La société comme verdict*, Fayard, 2013.

*1) Et même dans les cas exceptionnels de réussite scolaire chez des enfants de milieux populaires, il nous faut constater que ceux-ci ne choisissent pas les filières les plus prestigieuses. Les mécanismes de sélection et d'auto-sélection continuent d'agir dans l'enseignement supérieur.*

*2) Voir à ce sujet le dossier de l'École démocratique, numéro 37, mars 2009 (<http://www.skolo.org/spip.php?article1023>)*

## **Howard Zinn, Une histoire populaire des Etats-Unis, le livre... et le film**

*« Tant que les lapins n'ont pas d'historiens, l'histoire est racontée par les chasseurs ».*

Howard Zinn, issu de la classe laborieuse, commence par s'engager contre le fascisme et rejoint l' U.S Air Force durant la deuxième guerre mondiale. En 1945, à Royan, en France, il participe à la première utilisation du napalm dans un bombardement qui avait pour cible des soldats allemands. La guerre est pratiquement finie. En plus des militaires, de nombreux civils sont tués et la ville détruite. Howard Zinn en est indigné au point de consacrer le reste de sa vie à dénoncer toute forme de guerre.

Howard Zinn peut accéder à l'enseignement supérieur grâce à une loi permettant aux anciens combattants de s'inscrire gratuitement à l'université. Il mène ensuite une carrière d'historien, de chercheur, de politologue et d'écrivain. Devenu professeur d'histoire à la Boston University, il milite dans la lutte pour les droits civiques et dans tous les mouvements pacifistes aux Etats-Unis. Son « Histoire populaire des Etats-Unis » en fait un des historiens américains les plus lus, bien au-delà des frontières de son pays. Son livre est pourtant interdit en 2012 dans les écoles publiques de Tuscon, Arizona. Dans l'Indiana, en 2013, le gouverneur lance une croisade contre son ouvrage. En effet, Howard Zinn y aborde des faits qui ne figurent habituellement pas dans les manuels.

Il est décédé en janvier 2010, à Santa Monica en Californie.

Son ouvrage de référence raconte l'histoire oubliée de ceux qui n'ont jamais eu de voix : indiens, esclaves, petits colons... C'est aussi celle des combats pour les droits civiques et des luttes ouvrières. Rappelons-le : le premier mai rend hommage à cinq militants ouvriers, pendus en 1887 à Chicago. Le Congrès des Ouvriers Socialistes (Paris, 1889) décida que cette date serait dorénavant une journée chômée.

Un film documentaire consacré à l'oeuvre de Howard Zinn, réalisé par Olivier Azam et Daniel Mermet vient de sortir. « Du pain et des roses » est le premier long métrage d'une trilogie qui va parcourir l'histoire populaire des Etats-Unis, de Christophe Colomb à nos jours. Ce récit est construit à partir de l'histoire personnelle de Howard Zinn, historien des lapins. C'est ce qui en fait l'originalité. C'est aussi un complément idéal au livre et un précieux outil pour comprendre.

#### **Michèle Janss**

*Il est possible de demander aux cinémas d'organiser des projections, dans le cadre scolaire. Peu distribué en Belgique, il serait certainement profitable de faire venir le film dans nos écoles ou dans le cadre de ciné-clubs. Renseignements : Les mutins de Pangée, coopérative audiovisuelle: <http://www.lesmutins.org/howard-zinn-une-histoire-populaire-50>*



## Quelles orientations politiques face aux défis globaux ?

*Un essai de Jean-Pierre Wauters aux éditions Libre et Solidaire*

**A**ux portes d'une crise de l'humanité sans précédent, chacun d'entre nous tente d'appréhender les mécanismes qui continuent à précipiter le monde dans un chaos écologique sans nom. Tirillés entre les différentes théories portant sur les conséquences d'une société de plus en plus consumériste et les propos plus ou moins alarmistes de scientifiques, nous surfons entre les vagues du développement durable portées par des courants économiques en quête de nouveaux débouchés, celles d'une nouvelle conscience écologique portée par l'archétype du bourgeois bohème bon teint, celles des révolutions sociales et culturelles portées par une gauche qui tente de renouer avec ses principes fondateurs, ou encore le concept anti-productiviste soutenu par le mouvement des objecteurs de croissance.

L'auteur, d'abord informaticien dans une compagnie d'assurances, ensuite fonctionnaire européen, se passionne pour les problèmes d'éducation, d'économie et d'environnement. A l'écoute de la recherche scientifique, il nous éclaire sur les différents enjeux liés à ces différents mouvements, les risques encourus selon les approches envisagées, et nous propose des orientations politiques réalistes pour répondre à l'urgence tout en tenant compte de l'opposition entre le caractère prédateur de l'économie de marché et le culte révolutionnaire d'une frange radicale du monde du travail. La première prétend sans conteste s'imposer comme seule et unique loi fondamentale de tout progrès social, et la seconde, dont l'histoire a parfois démontré les dérives d'entrave aux libertés, voire son dévoiement vers une certaine forme de barbarie, poursuit des objectifs de renversement social. Ce travail minutieux et bien structuré est étayé par une solide maîtrise des champs d'investigation et des évolutions historiques, sociales, et scientifique des sujets abordés.

L'auteur dresse d'emblée le constat du caractère prédateur d'un système capitaliste qui a réussi le pari d'inscrire dans toutes les composantes de notre société un com-

**QUELLES ORIENTATIONS POLITIQUES FACE AUX DÉFIS GLOBAUX ?**

Climat ? Économie ? Biodiversité ? Démocratie ? Religions ? Croissance ?

Présentation du livre par Jean Cornil et l'auteur, Jean-Pierre Wauters suivi de débat et d'un verre de l'après-midi.

**Mercredi 25 février 20 h**  
**Forum de la Woluwe**  
 rue René Declercq 1150 Woluwé-St-Pierre  
 tram 39,44 (au départ du Métro Montgomery) - Bus 36 et 40

**Organisation :**  
 Forum de la Woluwe  
 de vous inscrire auprès de l'auteur  
 (places limitées)  
 j.p.wauters@gmail.com  
 02 73 68 18 38



portement d'achat ostentatoire, y compris parmi la population la plus précarisée. Le pillage des ressources naturelles que nécessite une telle surconsommation, et son corollaire, la destruction de l'écosystème, constituent une réelle menace pour l'humanité et risquent de compromettre dans un avenir proche nos moyens de subsistance. Selon Jean-Pierre Wauters, la frustration de ne plus pouvoir assouvir ce besoin de consommer pourrait à terme constituer une véritable bombe sociale. Dans ce contexte d'urgence, il établit le postulat d'une société plus solidaire, plus paisible, plus harmonieuse, mieux encadrée et moins laxiste contre le risque d'un retour à la barbarie. Il propose un échange entre le « trop d'avoir » contre le « plus d'être », entre le « trop d'individualisme » contre le « plus de solidarité ». Il appelle donc de ses vœux un maintien de la paix tout en préservant une certaine qualité de vie pour tous.

Il passe alors en revue les concepts de démocratie et d'économie d'un capitalisme débridé, dont le caractère commun réside dans la soumission au dogme du PIB et de la croissance. La mondialisation qui en résulte exerce une forme de prédation sans tenir aucunement compte des générations futures. La sacro-sainte théorie de la croissance ne prend pas en compte l'aspect d'épuisement des ressources, la notion de santé, de salubrité publique ou de justice sociale. Toutes ces raisons l'amènent à dédramatiser le monopole public de certains secteurs de services ainsi qu'une certaine forme d'économie planifiée dans les domaines de la santé, de l'éducation, des industries structurantes, de l'énergie et de la finance.

Tous les domaines de la politique sont alors passés en revue, de la finance aux différents secteurs de l'économie, en passant par l'économie sociale et jusqu'aux champs philosophique, éthique et religieux. Chaque matière est analysée selon les mécanismes qui en déterminent les principes, ses rapports avec l'évolution sociologique et les enjeux qui entrent en ligne de compte. Il établit, pour chaque point abordé, une liste de recommandations en faveur d'une politique toujours orientée vers des valeurs de bien-être, de solidarité, de liberté, d'égalité, de fraternité et de justice.

Des priorités sont enfin dégagées afin de constituer un socle solide pour une politique de crise raisonnée. L'austérité se substitue à l'altérité. Au caractère naturellement inégalitaire et belliqueux attribué à l'humanité par le monde ultralibéral, l'auteur oppose un culte de la paix. Il appelle à une sortie rapide du nucléaire pour répondre à un risque socialement et moralement inacceptable. Parce que l'enseignement sert la promotion du savoir et du savoir-vivre, nécessaires à la transformation du monde dans le sens d'un passage du profit vers une jouissance de la vie dans le respect des autres, il prône une réforme profonde de ce secteur. Seule une pression sociale déterminée peut influencer sur les politiques en matière d'éducation. Enfin, alors qu'au besoin vital de transcendance répond l'appartenance à un groupe ou à une religion, l'incompréhensible, fut-il temporaire ou factice, peut créer l'utopie, phare des civilisations. Par le choix d'une politique axée sur l'abandon d'une course aux besoins ostentatoires, nous sauvagardons des valeurs fondamentales de liberté, de justice, d'égalité et de fraternité. Nous y gagnons plus de solidarité, de coopération, de convivialité et de culture. Ce que nous sacrifions touche à l'abrutissement, à la compétition et au stress.

Au travers de cet ouvrage, Jean-Pierre Wauters ne se contente pas de nous livrer une vague ligne politique basée sur des intentions généreuses. Il se livre à une fine analyse de la situation et étaye ses propos par des connaissances approfondies dans les domaines qu'il aborde. Un regard nourri et aiguisé sur les différentes technologies et sur l'état d'avancement de différentes recherches permet aux néophytes que nous sommes de prendre des distances par rapport aux croyances populaires. En effet, qui n'a jamais au moins une fois imaginé que les plans de développement de nouveaux procédés pourraient être tenus secrets par les industriels en attendant la fin des plantureux bénéfices qu'ils tirent toujours des gisements pétrolifères ou gaziers? Bien qu'autodidacte, notre essayiste affiche également un haut niveau de connaissance dans les matières économique et sociologique. Cela lui donne toute légitimité pour traiter de sujets délicats comme la fiscalité, le monopole public, un contrôle économique et financier exercé par l'état, le transfert de moyens octroyés au secteur marchand vers des services aux personnes, la limitation de circulation des capitaux, ...

Les orientations qu'il propose sont le plus souvent soumises à l'épreuve d'une étude de risques et des conditions de leur mise en œuvre, mais aussi des expériences déjà menées dans le cours de l'histoire.



On peut seulement regretter, dans certains cas, un manque de vision d'ensemble sur l'interaction de facteurs dont les effets pourraient mettre en péril le bénéfice escompté. Par exemple, quel pourrait être l'effet d'une augmentation de la TVA sur certains produits hautement technologiques ? Cela n'entre-t-il pas en contradiction avec la volonté de développer la recherche ? D'autre part, la complexité de mise en œuvre d'un régime de taxation différencié n'amènerait-elle pas une certaine opacité des opérations fiscales ? Quels critères pourraient faire l'unanimité sur la notion d'utilité pratique des biens produits ? Quelles seraient réellement les conséquences d'un ralentissement des travaux d'infrastructure par rapport à l'intérêt collectif ? A qui profiterait la formation des chômeurs à des activités de bénévolat en faveur d'activités sociales ? Par quels processus pourrions-nous aboutir à des règles comptables plus contraignantes au niveau mondial ? D'autre part, l'assimilation par l'auteur des mouvements de jeunesse à une école du respect mutuel et de l'humilité me laisse dubitatif.

Mais tout cela n'enlève rien à la plus-value d'éclairages apportés sur des faits édifiants, comme par exemple le lobbying de firmes pharmaceutiques pour décrédibiliser les laboratoires publics dans leurs apports désintéressés à la santé publique. Nous pouvons également apprécier le regard critique porté par l'auteur sur des mesures communément admises et pourtant inefficaces, voire contraires aux objectifs poursuivis, comme le déroulement de tapis rouges aux multinationales afin de créer de l'activité au sein d'un pays. Enfin, c'est au travers du paradigme « être plutôt qu'avoir », que l'auteur guide sa réflexion sur de nombreuses mesures concrètes, applicables et pertinentes pour relever les nombreux défis environnementaux, mais aussi sur sa vision de l'éducation, en tous points analogue à l'approche apédiennne.

En conclusion, cet essai constitue une véritable percée dans le brouillard d'une lutte qui oppose les êtres entre eux et aux choses. Il redonne un souffle d'espoir aux éternels pessimistes et place des balises à l'attention des inconditionnels du miracle technologique.

### **Une lecture de Marc Jansen**

*1) Rien d'étonnant à cela: JP Wauters milite de longue date à l'Aped.*



